

avril 2024

# RAPPORT

---

# SCAN des BANQUES

FAIR  
FIN

Financité





# SOMMAIRE

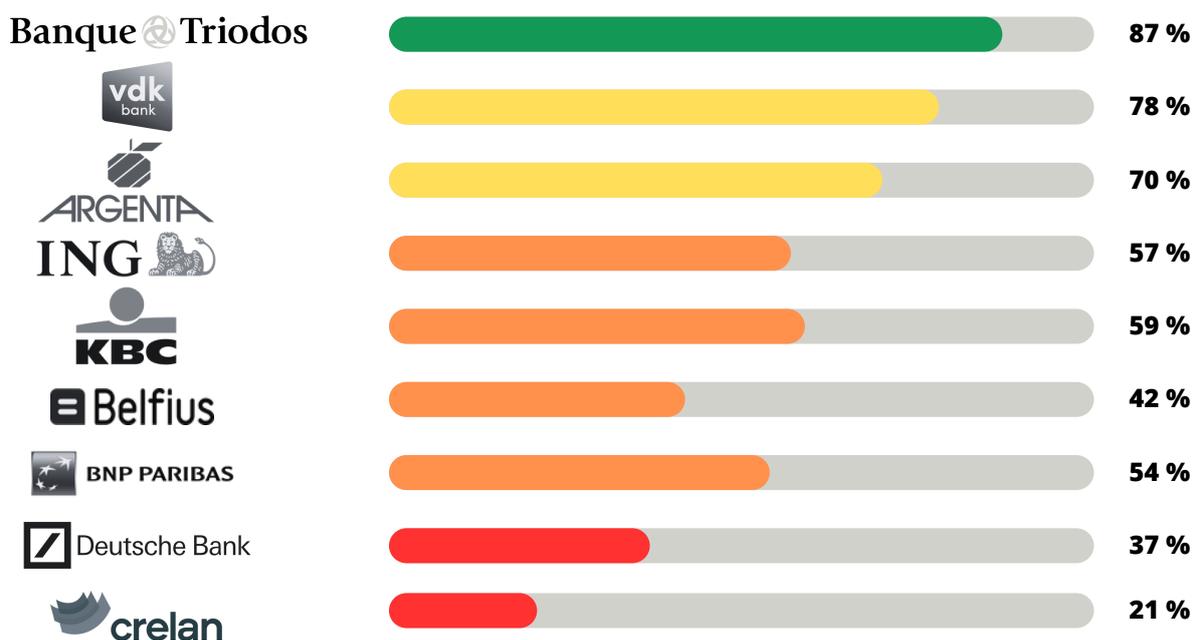
03	<b>RÉSUMÉ</b>
	<b>CLASSEMENT PAR BANQUE</b>
05	<u><a href="#">vdk</a></u>
08	<u><a href="#">KBC</a></u>
13	<u><a href="#">Bnp Paribas</a></u>
18	<u><a href="#">Belfius</a></u>
22	<u><a href="#">Argenta</a></u>
26	<u><a href="#">ING</a></u>
32	<u><a href="#">Deutsche Bank</a></u>
37	<u><a href="#">Triodos</a></u>
41	<u><a href="#">Crelan</a></u>
	<b>CLASSEMENT PAR THÈME</b>
44	<u><a href="#">Changement climatique</a></u>
45	<u><a href="#">Nature</a></u>
46	<u><a href="#">Armes</a></u>
47	<u><a href="#">Genre</a></u>
48	<u><a href="#">Transparence</a></u>
49	<u><a href="#">Corruption</a></u>
50	<u><a href="#">Bonus</a></u>
51	<u><a href="#">Taxes</a></u>
52	<u><a href="#">Droits humains</a></u>
53	<u><a href="#">Droits du travail</a></u>
54	<b>FAQ</b>

# RÉSUMÉ

édition 2024

## L'écart entre les grandes et les petites banques est énorme

FairFin et Financité publient une mise à jour des scores du Scan des banques. Tous les deux ans, nous passons au peigne fin les politiques d'investissement des banques opérant en Belgique. Nous attribuons ici des notes sur dix thèmes allant du changement climatique aux droits humains en passant par l'évasion fiscale et la corruption.



## Ce qui ressort

Belfius est la seule banque à obtenir un score inférieur à celui de l'analyse précédente, il y a deux ans. Dans l'analyse précédente, Belfius suivait en partie une politique de développement durable mise en place par une agence externe. La banque a mis fin à cette collaboration et s'appuie désormais entièrement sur sa propre politique, mais celle-ci est beaucoup moins étendue. En conséquence, Belfius obtient un score nettement moins bon cette année. C'est surtout son score très faible sur le thème de la biodiversité qui ressort de cette analyse. La banque obtient ce score parce qu'elle n'a pas de politique concrète en la matière. Sans document de référence en la matière, Belfius peut en principe investir dans des activités minières nuisibles, dans des entreprises qui provoquent la déforestation ou qui polluent les nappes phréatiques.

« Belfius gère l'argent de pas moins de 3,7 millions de clients et clientes. Il s'agit de sommes considérables qui sont gérées avec très peu de lignes directrices », s'inquiète Lara Sarcinella, chargée de projet chez FairFin.

« La responsabilité de cette situation n'incombe pas uniquement à la banque elle-même, ajoute Lara Sarcinella. Le gouvernement belge est actionnaire à 100 % de la banque et pourrait donc en principe intervenir et choisir d'utiliser Belfius comme levier pour un changement positif. »

## Un fossé énorme entre les grandes et les petites banques

Toutes les autres banques s'améliorent légèrement. Pourtant, FairFin constate toujours un énorme fossé entre les grandes et les petites banques. Les grandes banques actives dans notre pays (BNP Paribas, KBC, ING et Belfius) obtiennent des résultats nettement moins bons. Cela s'explique par le fait que leurs politiques sont souvent plus vagues et contiennent davantage d'échappatoires. Les petites banques du Scan des banques (Triodos, vdk, Argenta) obtiennent généralement de bons résultats. Elles ont souvent des politiques cohérentes et concrètes, avec des règles générales et moins d'exceptions.

« L'écart entre les politiques des petites et des grandes banques est significatif, déclare Lara Sarcinella de FairFin. Ce sont précisément les grandes banques qui ont le plus de client-e-s, qui contrôlent le plus d'argent et qui ont donc le plus d'impact. Si elles durcissent leurs politiques, cela fera une différence structurelle et significative »

## Quelles sont les nouveautés ?

Cette année, nous avons ajouté une nouvelle banque à notre analyse, Crelan. Avec l'acquisition d'Axa banque, elle est devenue un acteur majeur sur le marché belge. Crelan obtient un score remarquablement bas. La banque a peu de politiques concrètes et peu de rapports, ce qui rend difficile la traçabilité de ses investissements.

Bien que nous rencontrions rarement cette banque dans les enquêtes sur les investissements nuisibles, Crelan n'exclut pas formellement ces investissements. « L'institution financière ne mesure et ne publie pas l'empreinte de son portefeuille sur la biodiversité. Elle ne fournit aucune information sur la façon dont elle protège la nature ce qui est regrettable pour une banque particulièrement active dans le domaine agricole et horticole », regrette Morgane Kubicki, chargée de projet chez Financité.

« Nous visons les grandes banques Belfius, BNP Paribas, KBC, ING et Deutsche Bank, déclare Lara Sarcinella. Elles doivent assumer la responsabilité de l'impact majeur de leurs investissements sur les personnes et la planète. C'est pourquoi nous appelons tout le monde à envoyer des lettres de réclamation à leurs banques. »

« Nous encourageons les clients et clientes à demander des explications et des améliorations à leur institution bancaire. Les politiques des banques doivent s'améliorer, mais elles doivent aussi les respecter. Les études sur les investissements nuisibles montrent encore trop souvent que les institutions bancaires n'appliquent pas leur propre politique », précise Morgane Kubicki de Financité

## A propos du Scan des banques

BankWijzer/Scan des banques est une campagne belge menée par FairFin et Financité. Les scores sont calculés selon la méthodologie internationale de FairFinance International et ont été examinés par le cabinet de recherche indépendant Profundo.



FairFin est une organisation qui mène des recherches et des campagnes sur l'impact social et environnemental du système financier.

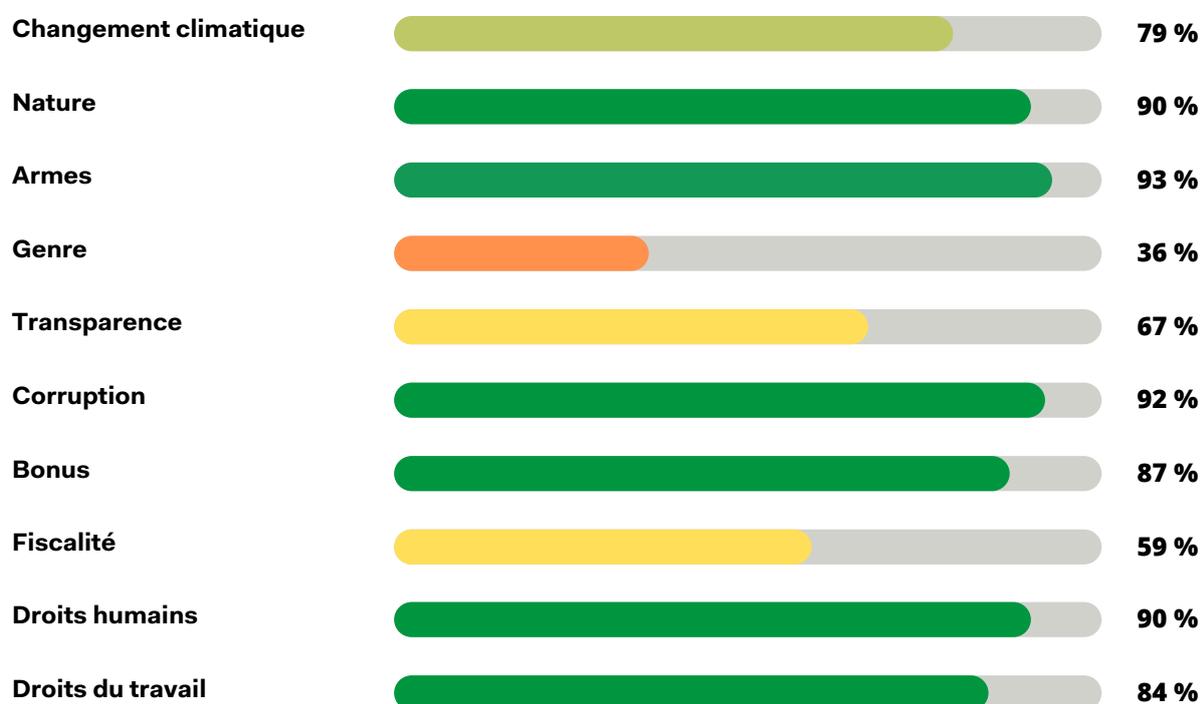
[www.fairfin.be](http://www.fairfin.be)



Financité est un mouvement pluraliste dont le but désintéressé est de développer la recherche, l'éducation et l'action en matière de finance responsable et solidaire afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

[www.financite.be](http://www.financite.be)

# VDK (78%)



La banque Vdk est un acteur relativement petit sur le marché belge et trouve son origine dans le mouvement coopératif de Gand et de ses environs. La banque propose des produits de paiement, d'épargne et d'investissement, ainsi que des prêts aux particuliers et aux organisations. En outre, la banque possède une branche assurance. Vdk n'a pas de succursales à l'étranger et sa politique d'investissement se concentre principalement sur le marché belge.

En 2023, alors que la banque coopérative NewB a perdu sa licence bancaire faute d'avoir réussi à lever suffisamment de capitaux, vdk a repris les client-e-s de la coopérative. Cette dernière agit désormais en tant qu'agence bancaire pour vdk qui a pu de ce fait étendre ses activités à la Belgique francophone.

Qu'est-ce que cela signifie pour Scan des banques ? Étant donné que la banque vdk a entièrement repris NewB, les activités d'investissement de NewB doivent être conformes à la politique de la banque vdk. Par conséquent, nous n'étudions plus NewB et nous nous référons désormais exclusivement à vdk.

Malgré une méthodologie plus stricte qu'en 2022, la banque vdk obtient un meilleur score que lors de notre précédente analyse. À l'époque, son principal défaut était l'absence d'une politique d'investissement globale pour les partenaires externes. Cependant, la banque a réalisé une amélioration significative dans ce domaine en investissant uniquement dans des fonds portant le label Towards Sustainability. Ainsi, vdk dispose d'une politique claire et cohérente pour ses partenaires externes. Néanmoins, des améliorations sont encore possibles, notamment en ce qui concerne les politiques liées à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la fiscalité.

Dans les recherches sur le terrain concernant les investissements nuisibles, la banque vdk n'apparaît que rarement, voire pas du tout. Cela s'explique en partie par le fait que la banque limite ses prêts aux entreprises et ses financements de projets à la Belgique.



## Changement climatique

Dans notre précédente analyse, nous avons critiqué l'absence de rapport sur l'impact climatique de vdk. Après avoir consulté FairFin et reçu des lettres de réclamation, la banque publie désormais des rapports plus détaillés sur son impact climatique, y compris sur les émissions causées par ses investissements. En outre, elle étend sa politique aux fournisseurs des entreprises dans lesquelles elle investit. De cette manière, vdk vise à couvrir la plus grande partie possible de la chaîne d'approvisionnement.

La banque montre donc une progression en termes d'impact sur le climat, mais avec un score de 79%, il y a encore de la marge pour l'amélioration. Vdk a une politique solide pour la gestion de son propre portefeuille d'investissement, mais a des exigences moins strictes pour les entreprises dans lesquelles elle investit. Bien que Vdk communique la quantité d'émissions de gaz à effet de serre de son propre portefeuille d'investissement, elle n'exige pas cette transparence de la part des entreprises dans lesquelles elle investit.

## Nature



La banque Vdk obtient de très bons résultats en matière de biodiversité, en hausse par rapport à notre précédente analyse. Par exemple, la banque demande aux entreprises qu'elle finance d'imposer à leur tour des exigences plus strictes à leurs fournisseurs en matière de biodiversité. En outre, la banque souscrit à la Convention sur la diversité biologique et obtient un meilleur score en imposant des exigences plus strictes aux gestionnaires d'actifs externes.

Elle se distingue également par sa politique stricte en matière d'exploitation minière en eaux profondes. Vdk adopte une position claire à cet égard et n'investit pas dans cette activité.

Pour améliorer encore son score, la banque pourrait mesurer et divulguer l'impact de son portefeuille de manière encore plus détaillée. Elle pourrait par exemple publier l'empreinte de son portefeuille sur la biodiversité, comme elle le fait déjà pour les émissions de gaz à effet de serre.

En outre, le vdk pourrait imposer des exigences plus strictes aux entreprises qu'elle finance, par exemple en ce qui concerne la mesure et le compte rendu de l'impact de ces entreprises sur les zones naturelles sensibles.

## Armes



La banque vdk obtient un très bon score pour le thème des armes. En effet, la banque applique une politique de tolérance zéro à l'égard de la production et du commerce de diverses armes. Le seul aspect sur lequel la banque peut encore améliorer son score est le renforcement de sa politique concernant les produits à double usage (à la fois militaire et civil) ou les armes automatisées.

## Genre



Comme dans l'analyse précédente, la banque vdk accuse un retard important en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. La banque impose des exigences très minimales en matière de genre aux entreprises qu'elle finance. Elle pourrait, par exemple, exiger des entreprises qu'elles mettent en œuvre des politiques de lutte contre la discrimination fondée sur le genre parmi leurs client-e-s ou qu'elles s'efforcent d'atteindre un équilibre entre les hommes et les femmes au sein de leur conseil d'administration.

En interne, la banque a davantage de politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Par exemple, la banque a signé la charte " Wo.Men in Finance " du secteur. Cependant, il y a encore beaucoup de progrès à faire en interne. Il est encourageant de constater que 39 % du personnel occupant des postes de direction sont des femmes, y compris la directrice. Toutefois, les autres postes de direction de la banque vdk sont encore largement occupés par des hommes.



## Transparence

La banque vdk obtient un score correct en termes de transparence. Il s'agit d'une amélioration significative par rapport à la dernière analyse. La banque communique en détail sur son portefeuille d'investissement et publie des listes de gouvernements dans lesquels elle investit ou d'entreprises dans lesquelles elle détient des actions ou des obligations.

Mais des améliorations sont encore possibles. La banque pourrait communiquer le type de discussions qu'elle a avec les entreprises dans lesquelles elle investit et avec quelles entreprises elle a ces discussions. En outre, vdk pourrait partager sa procédure de traitement des plaintes de manière plus détaillée.



## Corruption

En matière de lutte contre la corruption, la banque vdk obtient un très bon score, qui a considérablement augmenté depuis la dernière analyse. Pour améliorer encore son score, la banque pourrait demander aux entreprises qu'elle finance d'inclure dans leurs contrats avec les sous-traitants et les fournisseurs des clauses sur le respect des critères de lutte contre la corruption.



## Bonus

En matière de lutte contre la corruption, la banque vdk obtient un très bon score, qui a considérablement augmenté depuis la dernière analyse. Pour améliorer encore son score, la banque pourrait demander aux entreprises qu'elle finance d'inclure dans leurs contrats avec les sous-traitants et les fournisseurs des clauses sur le respect des critères de lutte contre la corruption.



## Impôts

Vdk obtient un score tout juste satisfaisant en matière de fiscalité. La banque n'accorde des prêts aux entreprises qu'en Belgique et rejette explicitement l'évasion fiscale. La politique interne de la banque est saine, mais sa politique externe présente encore des lacunes. La banque pourrait définir des critères explicites concernant les informations que les entreprises doivent partager avec le monde extérieur.



## Droits humains

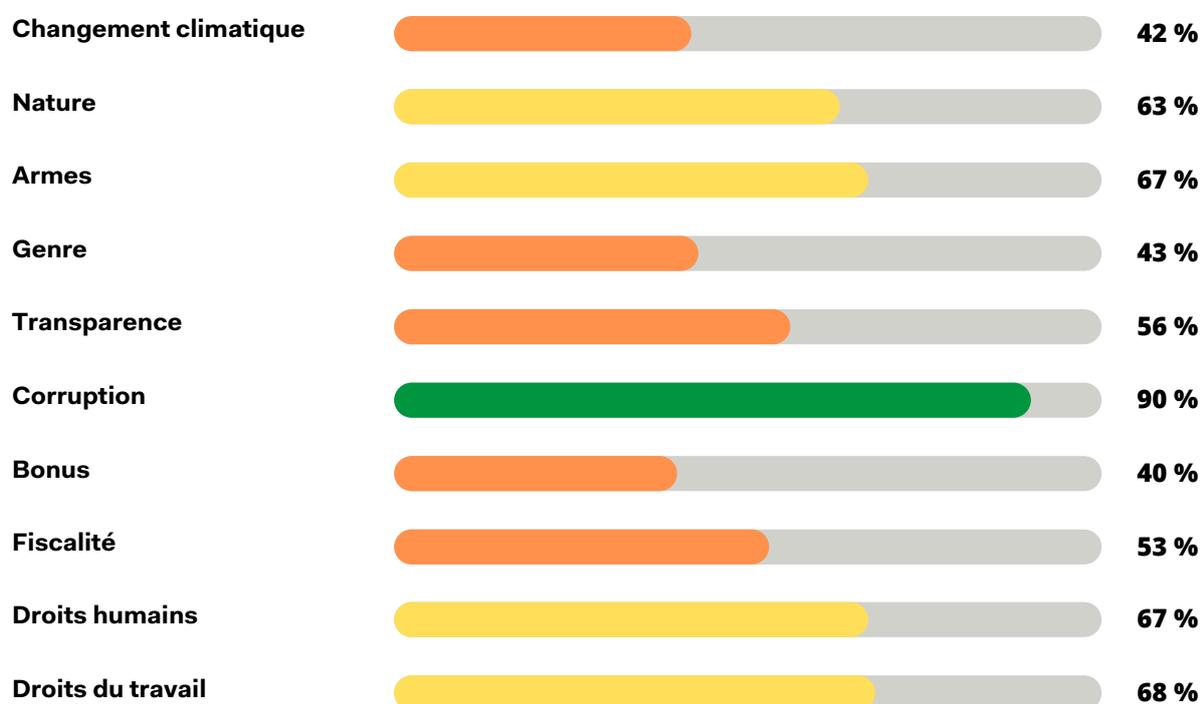
La banque obtient de très bons résultats en matière de droits humains. Lors de l'analyse précédente, la vdk avait déjà obtenu de bons résultats dans ce domaine, mais depuis, elle a encore renforcé sa politique en matière d'implantations dans les territoires occupés et d'accaparement des terres. Dans ce domaine, elle est donc nettement plus avancée que la plupart des autres banques de l'analyse.



## Droits du travail

En ce qui concerne les droits des travailleur-euse-s, la banque vdk obtient de bons résultats, comme dans l'analyse précédente. La banque n'investit pas dans des entreprises qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs fournisseurs, sont impliquées dans le travail des enfants, la discrimination, le travail forcé et l'entrave à la formation de syndicats. Les organisations qui ne respectent pas des horaires de travail corrects, une rémunération équitable ou des conditions de travail sûres et saines ne reçoivent pas non plus de financement de la banque vdk. Cette politique a depuis été étendue, par exemple à la protection des droits des mères en matière de travail.

# KBC (59%)



KBC est une banque universelle dont le siège se trouve en Belgique. Elle est issue de la fusion de l'ancienne Kredietbank et de la banque CERA en 1998. KBC est également très active en Europe centrale et orientale, où travaillent plus de la moitié de ses 41 000 employé-e-s. KBC collecte de l'épargne, accorde des prêts et opère en tant qu'assureur. En Belgique, KBC est le deuxième bancassureur et compte environ 12 millions de client-e-s dans le monde. La banque se concentre sur les petites et moyennes entreprises.

Depuis plusieurs années, KBC a pris de nouvelles mesures pour une politique d'investissement plus durable. Elle le fait, par exemple, en publiant une liste d'exclusion transparente et en mettant régulièrement à jour sa politique. Toutefois, des améliorations sont encore possibles pour développer une politique véritablement durable qui ne laisse aucun échappatoire et ne se limite pas à l'investissement socialement responsable. Bien que les scores de KBC sur la plupart des thèmes aient augmenté, elle obtient toujours un score moyen. Des recherches sur les pratiques des banques montrent en outre que KBC utilise régulièrement l'épargne de ses client-e-s pour des investissements nuisibles.

Les activités bancaires de KBC ne s'arrêtent pas aux frontières de la Belgique, c'est pourquoi cette étude se base sur les données de l'ensemble du groupe.



## Changement climatique

La banque exclut le financement du pétrole ou du gaz non conventionnel. Elle limite également son financement aux entreprises dont le charbon ne représente pas plus de 25% de leurs activités. Malgré cela, la banque affirme qu'elle ne fournit plus actuellement de financement direct pour le charbon.

KBC a signé plusieurs traités et marque ainsi des points dans le Scan des banques. L'un de ces traités est l'Engagement collectif des Nations unies pour l'action climatique (Collective Commitment to Climate Action, CCCA). En le signant, la banque promet d'aligner son portefeuille bancaire sur l'Accord de Paris. Malgré cela, KBC refuse de rejoindre l'"Alliance Net-Zéro" (Net-Zero Banking Alliance, NZBA), la jugeant trop ambitieuse et irréaliste.

En ce qui concerne le climat, les politiques mises en place par KBC ont plusieurs lacunes. Bien qu'elle affirme ne pas financer l'extraction de nouveaux puits de pétrole et de gaz, elle se limite en réalité à exclure des projets spécifiques. Elle n'exclut pas l'entreprise elle-même, ce qui permet à l'exploration pétrolière et gazière existante de se poursuivre et à de nouvelles infrastructures fossiles d'être construites avec le soutien de KBC. En outre, la banque n'a pas de politique élaborée concernant les pratiques de lobbying de l'industrie fossile.

### En pratique

La dernière publication de FairFin sur le financement des banques belges à l'industrie fossile (Belgisch geld voor nieuwe fossiele infrastructuur, 2023) montre que KBC possède 252 millions d'euros d'actions dans des entreprises qui développent des infrastructures fossiles. Même si elle ne finance pas directement ces projets spécifiques, elle finance les entreprises.



## Nature

La politique de KBC en matière de biodiversité obtient un score satisfaisant. Ce score est principalement dû aux différentes normes auxquelles la banque adhère, telles que les normes de performance de la Société financière internationale (International Finance Corporation, IFC). Lorsqu'une banque suit ces normes, cela signifie qu'elle conforme à ses exigences. Par exemple, la banque n'investit pas dans des entreprises qui ont un impact négatif sur les espèces menacées.

Cependant, la politique de la KBC, qui devrait s'aligner sur ces normes, reste faible et pourrait être beaucoup plus explicite et détaillée. La banque n'a pas de politique générale qui exclut les investissements dans des projets qui détruisent la nature. Au lieu de cela, elle sélectionne quelques secteurs auxquels des conditions spécifiques sont ensuite appliquées. Par exemple, la KBC ne prend en compte la déforestation que dans certains secteurs, comme la production d'huile de palme, au lieu de l'appliquer à l'ensemble de ses activités.

### En pratique

FairFin a révélé en octobre 2021 que KBC investissait massivement dans la distribution de plastique jetable. KBC a investi plus de 280 millions d'euros dans certains des plus grands utilisateurs de plastique jetable.

En avril 2021, FairFin a également publié un rapport montrant que KBC a fourni 480 millions d'euros de financement à des multinationales du secteur du cacao. La déforestation à grande échelle de jungles protégées est un problème connu dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao tels que Mondelez et Barry Callebaut depuis des décennies. Malgré cela, KBC finance ces deux entreprises.



## Armes

KBC obtient des résultats satisfaisants en matière de politique d'armement. La banque exclut totalement les armes controversées, telles que les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel, les armes biologiques et chimiques et les armes nucléaires. Les entreprises actives dans ces domaines sont inscrites sur une liste noire. KBC a également pris des précautions supplémentaires concernant la fourniture d'armes à ce qu'elle appelle des "régimes controversés". Ainsi, la banque ne veut pas contribuer financièrement à la fourniture d'armes à des régions instables ou à des régions où les droits humains ne sont pas respectés.

Mais la politique de la KBC en matière d'armement présente encore de nombreuses lacunes. Les produits à double usage (militaire et civil) ne sont pas abordés. Elle n'exclut pas non plus complètement les systèmes d'armes létales autonomes (Lethal autonomous weapon, LAWS) et ne classe pas les pays qui allouent un budget disproportionné à la défense dans la catégorie des "régimes controversés".



## Genre

La politique de KBC en matière d'égalité entre les hommes et les femmes est insuffisante. La banque a apporté quelques améliorations sur le plan interne. Par exemple, des formations sont désormais proposées sur la discrimination fondée sur le sexe, entre autres. La KBC vise à prévenir la discrimination et le harcèlement et à promouvoir les possibilités de promotion pour les femmes. Malgré cela, l'écart entre les hommes et les femmes reste réel. KBC n'atteint même pas une participation de 30 % de femmes au niveau du conseil d'administration, des postes de direction et de l'encadrement supérieur.

La banque ne se préoccupe pas non plus de l'égalité des sexes dans les entreprises qu'elle finance.



## Transparence

La politique de transparence de KBC est tout juste satisfaisante.

Chaque année, la banque publie un rapport sur le développement durable et un rapport annuel.

Pour les fonds ISR (investissement socialement responsable), KBC donne un aperçu de ses pratiques d'investissement. Elle publie également des informations sur les fonds dans lesquels elle investit, ainsi que ses votes sur les résolutions de ces entreprises. Il s'agit donc d'une amélioration de la transparence.

Néanmoins, il manque encore beaucoup d'éléments. Par exemple, la banque pourrait communiquer sur les entreprises auxquelles elle prête, sur les discussions qu'elle entretient avec elles et sur la manière dont ces conversations influencent ses décisions d'investissement.

Un aspect positif est que KBC gère une liste noire publique. Il s'agit d'une liste limitée d'entreprises que la banque exclut de tout financement. KBC dispose d'une liste similaire pour les gouvernements, mais ne la rend malheureusement pas publique.



## Corruption

La politique de KBC en matière de corruption est très bonne.

KBC a annoncé qu'elle appliquait une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption au sein de sa propre organisation. Cependant, la KBC court le risque d'être indirectement impliquée dans la corruption parce que la banque n'exige pas suffisamment de garanties des entreprises qu'elle finance.



## Bonus

En ce qui concerne la politique de rémunération, KBC obtient un score insuffisant. La banque prend en compte les indicateurs de durabilité pour déterminer les primes. Le degré d'importance de ces indicateurs n'est toutefois pas communiqué. En outre, KBC accorde des primes qui peuvent représenter de 50 à 100 % du salaire fixe. Cela augmente le risque que les dirigeant-e-s et les employé-e-s se concentrent davantage sur les résultats financiers et moins sur les performances à long terme ou les critères non financiers. Le salaire fixe le plus élevé au sein de la banque est 57 fois plus élevé que le salaire fixe le plus bas, ce qui constitue une différence significative. Les primes élevées et le manque de transparence sur la manière dont elles sont déterminées expliquent ce faible score.



## Fiscalité

KBC obtient un score tout juste convenable sur le thème de la fiscalité.

Le groupe bancaire se conforme aux exigences de déclaration relatives à ses propres activités. Il interdit à ses employé-e-s de conseiller à leurs client-e-s d'enfreindre les lois fiscales.

En ce qui concerne les entreprises dans lesquelles KBC investit elle-même, la banque ne fixe pas encore suffisamment d'exigences pour éviter l'évasion ou la fraude fiscale.



## Droits humains

KBC obtient des résultats satisfaisants en matière de droits humains.

La banque souscrit à des conventions internationales telles que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Elle s'engage ainsi à exiger des entreprises qu'elle finance qu'elles mettent en place des processus visant à remédier aux violations des droits humains auxquelles elles contribuent directement ou indirectement. Cependant, KBC n'exclut pas tous les investissements dans des entreprises impliquées dans de graves violations des droits humains, et ses politiques présentent encore des lacunes importantes. Par exemple, elle n'a pas de politique spécifique sur l'accaparement des terres

et les droits des femmes et des enfants. En outre, la banque n'a pas de politique explicite concernant les entreprises qui facilitent les implantations, y compris leurs activités économiques, dans les territoires occupés, conformément au droit humanitaire international.

KBC exclut les activités financières dont les régimes sont les plus controversés. La liste de ces régimes et la méthodologie qui a présidé à son élaboration ne sont pas accessibles au public, ce qui rend tout contrôle externe impossible.

### En pratique

La coalition internationale Don't Buy Into Occupation a publié son dernier rapport en 2023. Il montre que KBC finance à hauteur de plus d'un milliard d'euros des entreprises opérant dans des colonies israéliennes illégales en territoire palestinien. Ces colonies sont reconnues par le droit international comme des crimes de guerre. Les entreprises qui y opèrent courent un risque élevé de participer à des violations des droits humains.

Une enquête de novembre 2023 menée par CINEP, Cooperación, CENSAT et Fair Finance International a révélé que KBC avait accordé plus de 348 millions de dollars de prêts au géant minier Glencore. Cette multinationale est connue pour ses opérations très problématiques et les nombreuses violations des droits humains qu'elle provoque, en plus de la pollution de l'environnement et de la corruption.



## Droits du travail

La politique de KBC en matière de droits du travail obtient un score acceptable, en augmentation par rapport à la dernière analyse en 2022.

La majorité du score de KBC est due à l'application des normes de la Société financière internationale ([International Finance Corporation, IFC](#)). La banque s'engage ainsi à vérifier qu'il n'y a pas de violations graves des droits du travail, telles que le travail forcé ou le travail des enfants, lorsqu'elle finance des projets.

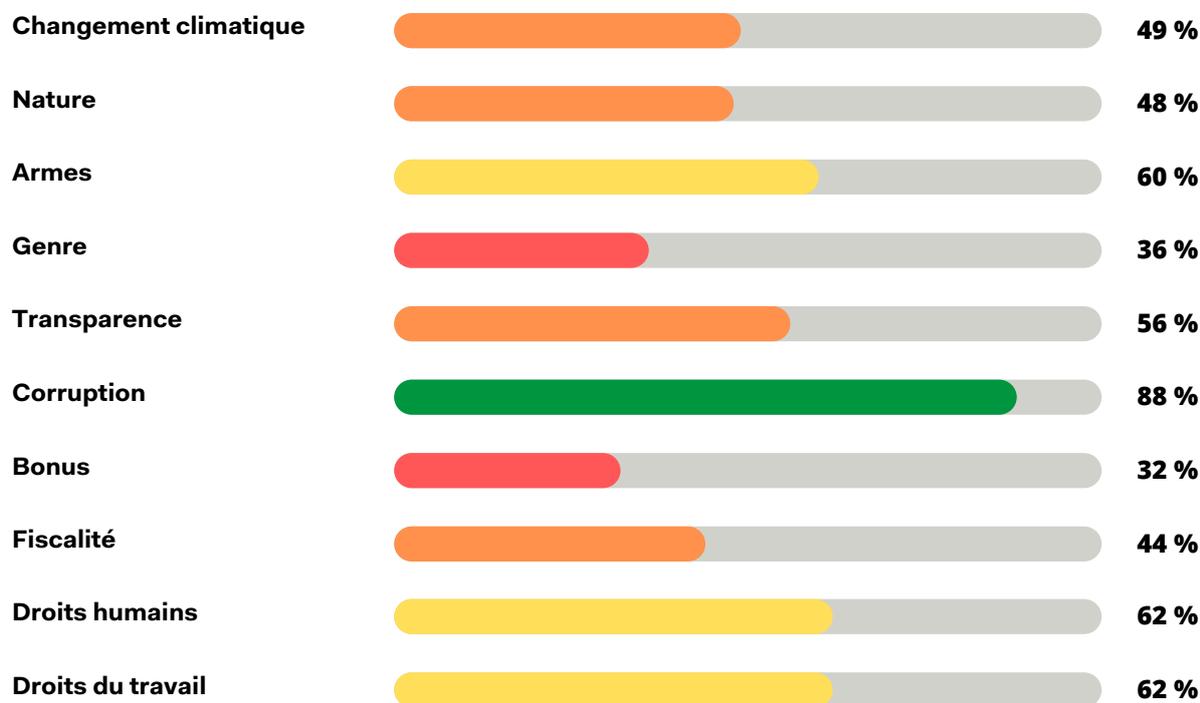
Pour améliorer encore son score, KBC devrait communiquer plus clairement les droits du travail qu'elle prend en compte dans son processus de décision et la manière dont elle vérifie que les entreprises qu'elle finance (et leurs fournisseurs) les respectent.

### En pratique

Les [recherches](#) de FairFin sur le terrain dans le secteur du cacao (2020) et dans les [mines de cobalt de Glencore](#) (2020) révèlent que KBC est l'un des principaux bailleurs de fonds des entreprises impliquées dans divers abus. Il est clair que les politiques de KBC ne parviennent toujours pas à prévenir les abus dans la pratique. Le travail des enfants, l'exploitation et l'accaparement des terres se poursuivent dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises financées par KBC.

Toujours en 2023, KBC refait surface dans des [enquêtes sur le financement européen du géant minier Glencore](#). Cette enquête a montré que KBC avait accordé plus de 348 millions de dollars de prêts à l'entreprise.

# BNP PARIBAS (54%)



BNP Paribas est l'une des plus grandes banques universelles du monde, employant 200 900 personnes dans le monde et contrôlant des milliards d'euros. Le siège social de BNP Paribas est situé en France. La banque combine la collecte d'épargne et le crédit avec une large gamme d'activités sur les marchés financiers, à la fois pour son propre compte et pour celui de ses clients. La banque opère également en tant qu'assureur.

L'État belge détient 5,5 % de BNP Paribas, ce qui en fait le deuxième actionnaire le plus important. Cette participation fait suite au sauvetage et à la vente de Fortis à BNP Paribas en 2008. En Belgique, BNP Paribas opère sous le nom de BNP Paribas Fortis et est la plus grande banque du pays.

Les activités bancaires ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. C'est pourquoi cette étude se base sur les données de l'ensemble du groupe bancaire.

BNP Paribas obtient un score tout juste satisfaisant. Bien que la banque obtienne un bon score sur la question de la corruption, elle n'est pas à la hauteur sur bien d'autres aspects. En tant que groupe bancaire multinational opérant à l'échelle mondiale, BNP Paribas a une énorme responsabilité. Une politique de développement durable solide devrait s'efforcer d'éviter ou de réduire son impact négatif. La banque dispose de documents sur sa politique, mais ceux-ci sont souvent vagues et contiennent de nombreuses exceptions et lacunes. BNP Paribas continue à faire des investissements nuisibles, souvent de montants importants. Ces dernières années, la banque a été régulièrement mise en cause pour son implication dans le blanchiment d'argent et la violation délibérée d'embargos internationaux. La banque a été condamnée pour ces faits.



## Changement climatique

La politique climatique de BNP Paribas s'améliore légèrement par rapport à la dernière évaluation, mais reste insuffisante. La banque concentre sa politique climatique sur des projets plutôt que sur des entreprises dans leur entièreté. Bien que BNP Paribas ne finance plus directement les projets les plus polluants d'une entreprise, il existe un risque que l'argent qu'elle reçoit par ailleurs soit encore utilisé pour de telles activités. BNP Paribas pourrait obtenir un meilleur score si elle étendait sa politique au niveau de l'entreprise.

BNP Paribas pose certaines conditions. Par exemple, la banque ne fera pas (ou plus) affaire avec des entreprises qui extraient du pétrole ou du gaz des gisements de schiste, des sables bitumineux ou des puits de pétrole près du pôle Nord. L'exploitation y est particulièrement néfaste pour l'environnement et la population locale. Néanmoins, la banque continue d'investir dans des entreprises qui exploitent ou produisent du charbon, du pétrole et du gaz conventionnels. Il s'agit là d'une énorme lacune dans sa politique.

BNP Paribas a fait un pas dans la bonne direction en divulguant les émissions des entreprises qu'elle finance, mais il faut mentionner qu'il ne s'agit pas de sa propre initiative mais d'une obligation de la nouvelle législation française sur la transparence dans le secteur financier.

### En pratique

La dernière étude de FairFin "L'argent belge pour les nouvelles infrastructures fossiles" ([Belgisch geld voor nieuwe fossiele infrastructuur, 2023](#)), montre que BNP Paribas a financé près de 9 milliards d'euros à des entreprises qui développent des infrastructures fossiles. Même si elle ne finance pas directement ces projets spécifiques, elle fournit des fonds aux entreprises.

Une étude de [ShareAction \(février 2022\)](#) a montré que BNP Paribas finance des entreprises qui développent de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. Ce financement a augmenté depuis 2016. Pourtant, l'Agence internationale de l'énergie a clairement indiqué que ces nouvelles extractions auraient dû être complètement arrêtées à la fin de l'année dernière. C'est le seul moyen de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050 et de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Dans le rapport annuel "[Banking on Climate Chaos](#)", BNP Paribas apparaît à plusieurs reprises comme l'un des principaux bailleurs de fonds de l'énergie fossile. Chaque année, la banque injecte des milliards dans les combustibles fossiles. Sur cinq ans (2016-2021), son financement s'est élevé à plus de 75 milliards de dollars.

## Nature



Comme dans l'analyse précédente, BNP Paribas obtient des résultats insuffisants en matière de biodiversité.

Le changement le plus important depuis la dernière analyse est que la banque publie une empreinte biodiversité, mais uniquement pour le département de gestion d'actifs. Elle ne reflète donc pas les activités bancaires de BNP Paribas.

Elle obtient la majeure partie de son score parce qu'elle suit les [Principes de l'Équateur](#). Ainsi, la banque pose certaines exigences lorsqu'elle finance des projets spécifiques. Par exemple, BNP Paribas exige que les projets n'aient pas d'impact négatif sur les espèces menacées. Toutefois, ces exigences ne s'appliquent pas à la grande majorité des activités financées par la banque.

Par ailleurs, BNP Paribas a très peu de règles en matière de biodiversité. Selon la banque elle-même, elle prend des mesures pour prévenir les dommages à la biodiversité. Par exemple, elle prend en compte les risques de déforestation et d'extinction des espèces dans ses décisions d'investissement. Toutefois, la manière dont elle procède et les conditions spécifiques auxquelles les entreprises doivent se conformer ne sont pas claires.

### En pratique

FairFin a révélé en octobre 2021 que BNP Paribas investissait massivement dans la distribution de plastique jetable. La banque a investi plus de 28 milliards d'euros dans certains des plus grands utilisateurs de plastique jetable, tels que Coca-Cola et Unilever. En avril 2021, FairFin a publié un rapport montrant que BNP Paribas a fourni plus de 10 milliards d'euros de financement à des multinationales du secteur du cacao. La déforestation à grande échelle de jungles protégées est un problème connu dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao tels que Mondelez et Barry Callebaut depuis des décennies. Pourtant, ces deux entreprises sont financées par BNP Paribas.

## Armes



La banque exclut un nombre limité d'entreprises qui produisent, conçoivent ou vendent des armes. Seules les entreprises produisant des armes controversées telles que les armes à sous-munitions, les armes chimiques et biologiques et les mines antipersonnel sont exclues. Cette exclusion est exigée par la loi. Le financement de biens de transport militaire ou de produits à double usage (militaire et civil) n'est pas contrôlé par BNP Paribas. La banque ne limite pas non plus la fourniture d'armes aux pays qui violent gravement les droits humains.

### En pratique

En septembre 2023, la coalition internationale Don't Buy Into Occupation a publié son dernier rapport. Il montre que BNP Paribas a accordé plus de 20 milliards d'euros de prêts et détient plus de 3,5 milliards d'euros d'actions et d'obligations dans des entreprises actives dans les colonies israéliennes. Ces colonies sont reconnues par le droit international comme des crimes de guerre. Les entreprises qui y opèrent courent un risque important de contribuer aux violations des droits humains. BNP Paribas reste la seule banque européenne à prêter à la société Elbit Systems, une entreprise d'armement ayant des liens directs avec l'armée israélienne.

## Genre



La politique de BNP Paribas en matière de genre est plus qu'insuffisante.

La banque s'efforce de limiter la discrimination fondée sur le sexe, par exemple en dispensant à ses employé·e·s une formation sur les préjugés sexistes et la discrimination sur le lieu de travail. BNP Paribas s'efforce également d'assurer l'égalité des salaires. Si les politiques internes peuvent encore être améliorées, le principal problème réside dans ce que la banque demande aux parties externes. BNP Paribas peut imposer certaines exigences aux entreprises qu'elle finance, mais ne le fait pas.

Elle pourrait, par exemple, exiger des entreprises qu'elles appliquent une politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe dans le domaine de l'emploi et de la profession. Elle pourrait aussi exiger des entreprises qu'elles mettent en place des systèmes visant à prévenir et à limiter la discrimination fondée sur le sexe parmi leurs clients, mais ce n'est pas ce qu'elles demandent non plus.

### En pratique

Début 2022, des juges britanniques ont reconnu BNP Paribas coupable de discrimination fondée sur le sexe. La banque a payé Stacey Macken, une employée, nettement moins que ses collègues masculins pendant quatre ans. La banque a été condamnée à verser à Stacey Macken une indemnité de deux millions de livres.



## Transparence

BNP Paribas obtient un score tout juste suffisant sur le thème de la transparence. Ce score a augmenté depuis la dernière analyse.

Cela s'explique en partie par le fait qu'elle communique désormais le nom des gouvernements dans lesquels elle investit. Elle est également un peu plus transparente sur une partie de son portefeuille et elle rend davantage compte des conversations qu'elle a eues avec ses clients sur les questions sociales et environnementales. Malheureusement, cela ne s'applique pas à toutes les activités de la banque. Le changement le plus important est la publication d'un résumé de son mécanisme de plaintes, expliquant comment la banque traite structurellement les plaintes.

La plupart des informations que BNP Paribas partage aujourd'hui se rapportent à quelques départements et non à l'ensemble des activités de la banque. De plus, il y a encore de nombreux aspects sur lesquels la banque n'est pas transparente, comme les entreprises qu'elle finance ou la manière dont les conversations avec ces entreprises sont menées correctement.

## Corruption



La politique anti-corruption de BNP Paribas est bien notée.

La BNP a une politique de tolérance zéro en matière de corruption. La banque a des politiques spécifiques pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle surveille également les bénéficiaires finaux d'une entreprise pour lutter efficacement contre la corruption.

Si la BNP a moins d'exigences pour les entreprises extérieures, elle applique les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. La banque s'engage ainsi à exiger des entreprises qu'elle finance qu'elles respectent les normes et législations internationales, par exemple en matière de lobbying. Néanmoins, des améliorations sont encore possibles, notamment en demandant aux entreprises de communiquer sur les bénéficiaires finaux de leur entreprise.

### En pratique

L'enquête menée par CINEP, Cooperación, CENSAT et Fair Finance International montre que BNP Paribas a accordé plus de 2 milliards de dollars de prêts et détenu des actions d'une valeur de près de 2 millions de dollars dans le géant minier Glencore. Cette multinationale est connue pour ses opérations très problématiques et ses nombreuses violations des droits humains, en plus de la pollution de l'environnement et de la corruption.

## Bonus



BNP Paribas obtient un score plus qu'insuffisant sur le thème de la politique de bonus.

La banque ne limite pas le montant des primes. Bien que BNP Paribas utilise des critères de développement durable lors de l'attribution des primes, ceux-ci ne jouent qu'un rôle très mineur. De plus, la banque ne divulgue pas exactement ce que les critères impliquent et les normes à respecter.

Par ailleurs, il n'existe pas de politique qui limite les inégalités de revenus entre les salarié-e-s les mieux et les moins bien payé-e-s.



## Fiscalité

La politique fiscale de BNP Paribas s'améliore, mais des lacunes subsistent.

Si le groupe bancaire a une politique stricte en matière d'évasion fiscale, qui est évidemment illégale, il n'a pas de politique tout aussi explicite et stricte en matière d'optimisation fiscale.

Le principal défaut est que BNP Paribas n'impose pas d'exigences en matière de transparence et de politique fiscale aux entreprises qu'elle finance. Il n'y a donc aucune garantie que la banque ne soit pas indirectement impliquée dans la fraude ou l'évasion fiscale.

## Droits humains



Le BNP obtient des résultats satisfaisants en matière de droits humains.

La banque doit une grande partie de son score grâce aux différentes normes internationales auxquelles elle souscrit, tels que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ou les Principes de l'Équateur. Cela signifie que BNP Paribas attend des entreprises qu'elle finance qu'elles prennent leurs responsabilités en matière de droits de humains.

Cependant, la banque elle-même n'a que très peu de politiques. Par exemple, elle n'exige pas le respect des droits des enfants ou des personnes handicapées. BNP Paribas n'a pas non plus de politique visant à interdire, entre autres, les activités économiques dans les colonies des territoires occupés, conformément au droit international humanitaire.

### En pratique

La coalition internationale "[Don't Buy Into Occupation](#)" a publié son dernier [rapport](#) en 2023. Il montre que BNP Paribas a accordé plus de 23 milliards d'euros de financement à des entreprises actives dans la colonisation israélienne. Ces colonies sont reconnues par le droit international comme des crimes de guerre. Les entreprises qui y opèrent courent un risque important d'être impliquées dans des violations des droits humains. Le groupe BNP Paribas est le premier prêteur européen à ces entreprises et le dixième investisseur européen.

## Droits du travail



La politique de BNP Paribas en matière de droits du travail obtient une note satisfaisante.

La banque obtient ce score en grande partie grâce au respect des Principes de l'Équateur pour les projets spécifiques qu'elle finance. BNP Paribas s'engage ainsi à exiger des entreprises financées qu'elles développent des politiques complètes en matière de santé et de sécurité. Elle exige également que ces entreprises disposent de systèmes garantissant l'application correcte du droit du travail et qu'elles les respectent.

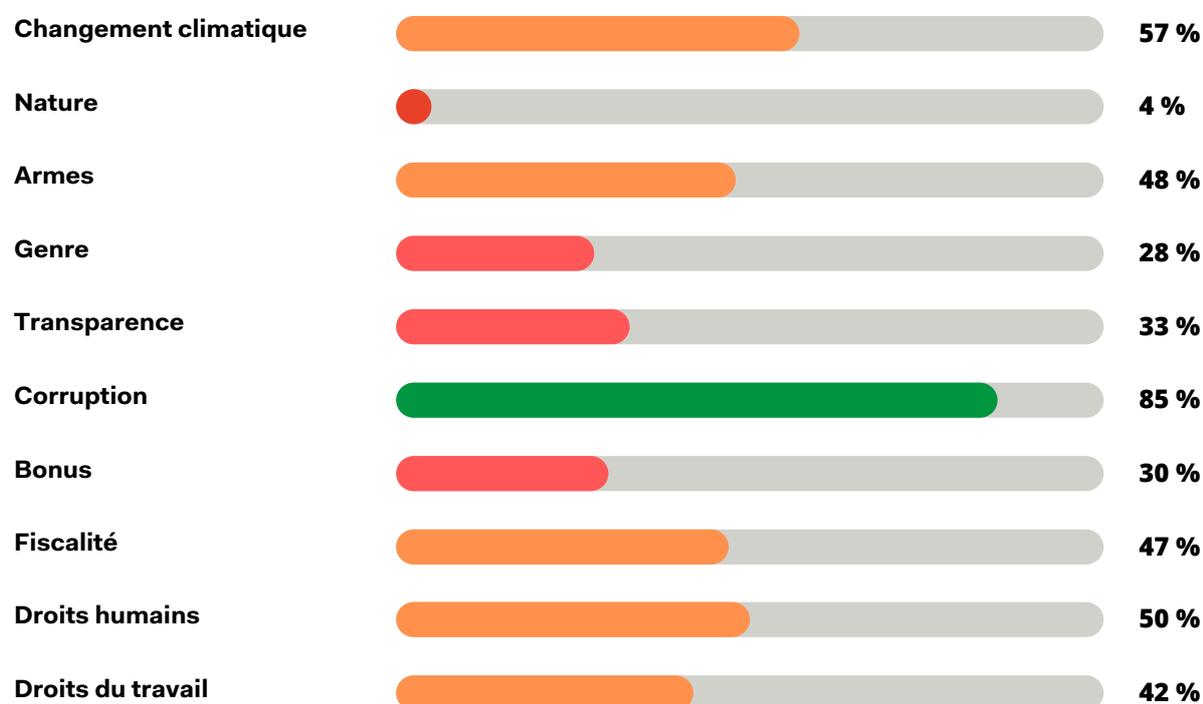
Cependant, la banque a très peu de politiques propres. Comme les mesures précédentes ne s'appliquent qu'à des projets spécifiques, qui ne représentent qu'une partie limitée des activités de BNP Paribas, il y a encore beaucoup de place pour l'amélioration.

### En pratique

Dans les recherches de terrain que FairFin a menées sur le [secteur du cacao \(2021\)](#) et les [mines de cobalt de Glencore \(2020\)](#), BNP Paribas est apparue comme l'un des principaux financeurs d'entreprises impliquées dans divers abus. Le travail des enfants, l'exploitation et l'accaparement des terres se sont produits dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises financées par la banque.

Toujours en 2023, BNP Paribas a été citée dans des [enquêtes sur le financement européen du géant minier](#). Cette enquête a révélé que BNP détenait près de 7 millions de dollars d'actions de Glencore et avait prêté plus de 2,5 milliards de dollars à l'entreprise entre 2016 et 2023.

# BELFIUS (42%)



Belfius est un groupe bancaire et d'assurance universel qui est devenu la propriété exclusive de l'État belge après le sauvetage de Dexia. La banque a repris son ambition d'être une banque de proximité. Elle collecte l'épargne et la déploie sous forme de prêts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques et sociales. Par ailleurs, Belfius est présente sur les marchés financiers. Elle propose des produits d'investissement grâce à un partenariat exclusif avec le gestionnaire de fonds Candriam. Belfius est la troisième banque de Belgique en taille de bilan.

Le score moyen de Belfius a baissé depuis la dernière analyse il y a deux ans. Cela s'explique par le fait que Belfius se concentre davantage sur sa propre politique de développement durable plutôt que sur les politiques externes. Certains thèmes sont couverts plus largement dans la nouvelle politique de Belfius, tandis que d'autres le sont moins ou pas du tout. Bien que la vue d'ensemble soit positive, un score en baisse est inacceptable pour une banque entièrement détenue par l'État.

L'enquête sur le terrain montre également que Belfius a régulièrement utilisé l'épargne de ses client·e·s pour des investissements préjudiciables.



## Changement climatique

En ce qui concerne le climat, le score de Belfius a légèrement augmenté. La banque communique désormais davantage sur son impact climatique conformément aux lignes directrices de la [Task Force on Climate-related Financial Disclosures](#). Belfius encourage activement les entreprises à adopter des sources d'énergie renouvelables. Elle exige également plus de transparence sur l'impact climatique des entreprises et un plan pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Belfius n'accordera plus de nouveaux prêts aux entreprises actives dans l'extraction du charbon ou du pétrole et du gaz non conventionnels. Pour les investissements, les entreprises qui tirent 10 % ou plus de leur chiffre d'affaires de ces activités seront exclues. À partir de 2030, toutes les entreprises charbonnières seront exclues, ce qui est conforme à un scénario limitant le réchauffement climatique à 1,5°C. Belfius exclut également complètement les entreprises actives dans la prospection et l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz.

La seule faille qui subsiste est que les entreprises qui extraient du pétrole et du gaz, mais qui utilisent l'argent de Belfius pour des projets liés à la transition verte, seront toujours financées. Belfius continue ainsi à laisser la porte ouverte aux entreprises qui tirent des bénéfices des énergies fossiles.

En outre, Belfius manque encore de politiques dans plusieurs domaines, comme l'interdiction pour les entreprises de faire du lobbying qui nuit à la législation sur le climat.

### En pratique

La dernière étude de FairFin "L'argent belge pour les nouvelles infrastructures fossiles" (['Belgisch geld voor nieuwe fossiele infrastructuur', 2023](#)) montre que Belfius et son gestionnaire de fonds Candriam détiennent pour 47 millions d'euros d'actions dans des entreprises qui développent des infrastructures fossiles.

## Nature



En termes de biodiversité, Belfius obtient un score extrêmement faible.

La nouvelle politique de développement durable de la banque se concentre principalement sur les questions climatiques, tandis que la biodiversité est à peine abordée. Cela signifie que Belfius n'exige rien des entreprises qu'elle finance en ce qui concerne leur impact sur la biodiversité.

### En pratique

FairFin a [révélé en octobre 2021](#) que Belfius cofinçait la distribution de plastique jetable. La banque a investi plus de 400 millions d'euros dans certains des plus grands utilisateurs de plastique jetable, tels que Coca-Cola et Unilever.

En avril 2021, FairFin a publié [un rapport révélant](#) que Belfius a fourni un financement de plus de 200 millions d'euros à des multinationales du secteur du cacao. La déforestation à grande échelle de jungles protégées est un problème connu dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao, tels que Nestlé, depuis des décennies.



## Armes

La politique de Belfius en matière d'armement est tout à fait insuffisante.

La banque respecte la législation belge en n'investissant pas dans les armes controversées, telles que les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel et les armes biologiques et chimiques. Elle exclut également totalement les armes nucléaires.

Belfius limite ses transactions avec les gouvernements en matière d'armement à une certaine zone géographique (États membres de l'OTAN, États membres de l'UE, Suisse et Ukraine). Cette zone a été élargie depuis la dernière analyse. La banque n'a pas mis en place de règles pour empêcher les livraisons dans les "zones sensibles".



## Genre

Belfius obtient de mauvais résultats sur le thème de l'égalité entre les hommes et les femmes.

En interne, la banque appliquait déjà une politique de tolérance zéro à l'égard de la discrimination fondée sur le sexe. Désormais, elle propose également des formations sur ce sujet à ses employé-e-s. À part cela, il n'y a pas beaucoup d'autres évolutions positives dans la politique de la banque en matière de genre. Belfius n'impose pratiquement aucune exigence aux entreprises qu'elle finance. Elle leur demande seulement de limiter les risques en matière de droits humains liés au genre.



## Transparence

Belfius obtient un score nettement inférieur à la moyenne en termes de transparence. Son score a également baissé depuis notre dernière analyse en 2022.

Comme la politique de développement durable de Belfius couvre toutes ses activités, sa vision du développement durable est désormais plus transparente. Belfius publie également son comportement de vote sur les résolutions d'actionnaires relatives au développement durable. Pour le reste, la banque a peu de politiques de transparence. Par exemple, sa politique de développement durable n'a pas été contrôlée par un auditeur, alors qu'elle l'était auparavant. En outre, Belfius n'a plus de politique de vote structurelle pour son gestionnaire de fonds externe en matière de développement durable.



## Corruption

En termes de corruption, Belfius obtient de bons résultats, encore meilleurs que dans l'analyse précédente.

Pour prévenir la corruption interne, Belfius suit les accords internationaux. Elle prend des mesures pour éviter la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Sa politique interne a été renforcée. Par exemple, la banque rend désormais compte de ses pratiques de lobbying et a introduit une politique explicite stipulant qu'elle n'apporte pas de contributions politiques.

Belfius s'engage à respecter les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour les entreprises qu'elle finance. Cela signifie que la banque exige des entreprises qu'elles rendent compte de leurs pratiques de lobbying. Toutefois, des améliorations peuvent encore être apportées, notamment en demandant aux entreprises de communiquer sur leurs bénéficiaires finaux.



## Bonus

Belfius obtient une note plus qu'insuffisante pour sa politique de bonus.

La banque fixe un plafond clair pour le montant des primes, à savoir un maximum de 100 % des revenus fixes. Par rapport à d'autres grandes banques, ce n'est pas si mal, mais pour une banque publique, cela reste considérablement élevé.

Les primes sont liées à des objectifs à long terme. Belfius peut également les réclamer si elles ont été accordés de manière injustifiées. La banque manque encore de transparence en ce qui concerne le calcul des primes.



## Fiscalité

Belfius obtient une mauvaise note pour sa politique fiscale.

Elle n'a pas apporté de changements significatifs et obtient des scores aussi bas qu'il y a deux ans.

La banque rend compte de ses paiements d'impôts dans chaque pays où elle opère. Belfius déclare publiquement qu'elle ne soutiendra pas les entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale. Elle ne soutiendra pas non plus les structures complexes qui conduisent à un avantage fiscal injuste.

La banque n'a pas d'exigences supplémentaires en matière d'évitement fiscal pour les organisations et les entreprises dans lesquelles elle investit.



## Droits humains

Belfius souscrit aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, comme la plupart des autres banques. Elle applique également une politique interne de tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination. Belfius applique également les principes directeurs de l'OCDE aux entreprises qu'elle finance, ce qui implique de leur demander de respecter les droits humains.

Cependant, la banque n'a pas de politique stricte en la matière. Par exemple, elle n'a pas de politique sur le respect des droits des enfants et des personnes handicapées. Elle n'a pas non plus de politique sur le respect du droit international humanitaire dans les territoires occupés ou les colonies.

### En pratique

En septembre 2023, la coalition internationale [Don't Buy Into Occupation](#) a publié son dernier [rapport](#). Il montre que Belfius et son gestionnaire de fonds Candriam ont des relations financières d'une valeur de 450 millions d'euros avec des entreprises actives dans l'industrie de la colonisation israélienne. Ces colonies sont considérées comme des crimes de guerre par le droit international. Les entreprises qui y opèrent courent un risque important de participer à des violations des droits humains.

## Droits du travail

La politique de Belfius en matière de droits du travail reste insuffisante.

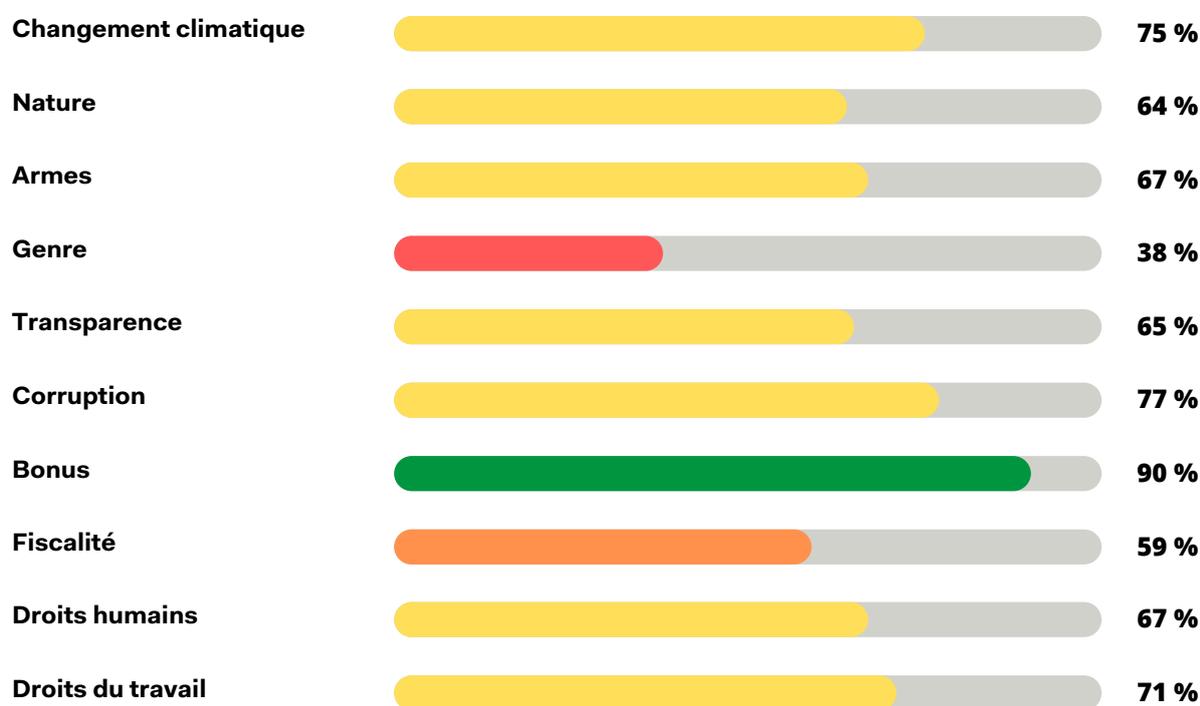
La branche assurance de Belfius n'investit que dans des entreprises qui respectent les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). En revanche, lors de l'octroi de prêts, la banque fait très peu référence à ces droits du travail.

### En pratique

Les recherches menées sur le terrain par FairFin en 2021 ont montré que Belfius est l'un des principaux bailleurs de fonds des entreprises impliquées dans divers [abus dans le secteur du cacao](#). La politique de Belfius est manifestement encore insuffisante pour prévenir les abus, tels que le travail des enfants, l'exploitation et l'accaparement des terres, dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises qu'elle finance.



# ARGENTA (70%)



Argenta existe depuis plus de 65 ans en tant que banque familiale indépendante. Elle est le sixième bancassureur en Belgique. Bien qu'elle soit également présente aux Pays-Bas et au Luxembourg, son siège social se trouve à Anvers. Les principales activités d'Argenta sont l'assurance, la gestion de patrimoine et les crédits hypothécaires. Elle n'accorde pas de crédits directement aux entreprises. Une grande partie des fonds qu'elle gère est donc utilisée pour les crédits hypothécaires. Le reste est investi dans des obligations et des actions.

Les activités bancaires ne s'arrêtent pas aux frontières belges. C'est pourquoi cette étude se base sur les données de l'ensemble du groupe bancaire.

Argenta obtient un score nettement supérieur à la moyenne et plus élevé que lors de notre précédente analyse 2022. La banque publie désormais davantage sur ses activités financières et son impact sur le climat et la société.

Argenta tient compte de différents facteurs lors de ses décisions d'investissement, mais n'est pas transparente sur la manière dont ces facteurs influencent ses décisions. Elle a donc perdu de nombreux points.

Dans l'ensemble, Argenta a obtenu de meilleurs résultats qu'il y a deux ans pour presque tous les thèmes. Les scores pour les thèmes de la transparence et de la politique de primes sont restés inchangés, tandis que seul le score pour le thème du genre a fortement baissé.



## Changement climatique

Argenta communique désormais davantage sur son impact sur le climat. En 2022, elle a ainsi publié pour la première fois un rapport climat. En outre, elle a fortement renforcé sa politique climatique et exclut par exemple les entreprises qui produisent des combustibles fossiles.

Des améliorations sont encore possibles. Argenta pourrait notamment exiger des entreprises qu'elles alignent leur impact sur le climat sur un réchauffement climatique maximal de 1,5°C.



## Nature

Argenta a obtenu la majeure partie de son score du au fait qu'elle souscrit aux normes de performance de l'International Finance Coalition (IFC). Cela signifie que sa politique d'investissement est conforme aux exigences de ces normes. Par exemple, la banque n'investit pas dans des entreprises qui ont un impact négatif sur les espèces menacées.

En dehors de ces normes, Argenta elle-même n'a pas beaucoup de politique en matière de biodiversité. Il y a donc matière à amélioration. En outre, la banque pourrait travailler à la transparence de l'impact de ses investissements sur la biodiversité. Elle pourrait par exemple publier l'empreinte biodiversité de son portefeuille.



## Armes

Argenta obtient un très bon score en matière de politique d'armement.

La banque n'investit pas dans les armes controversées interdites par la loi, telles que les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel ou les armes biologiques et chimiques. Les armes nucléaires sont également exclues. Argenta refuse également les entreprises qui tirent plus de 5 % de leurs revenus de la production d'autres armes "non controversées".

La seule mesure qui lui permettrait encore d'améliorer son score serait d'exclure les produits à double usage (militaire et civil) ou les armes automatisées.



## Genre

La politique d'Argenta en matière d'égalité entre les hommes et les femmes est tout à fait insuffisante.

La banque a une politique claire visant à ce qu'au moins un tiers de ses postes de direction soient occupés par des femmes. Elle dépasse cet objectif, puisque 36 % des directeur-riche-s du groupe Argenta sont des femmes. Cependant, il existe encore une grande marge d'amélioration au niveau interne. Argenta pourrait mettre en place des structures pour guider les femmes vers des rôles de direction, plutôt que de se contenter de fixer des quotas.

Argenta n'investit pas dans des entreprises qui pratiquent la discrimination basée sur le genre. La banque ne vérifie toutefois pas de manière proactive si les entreprises s'engagent activement en faveur de l'égalité. Pour les entreprises externes, Argenta n'applique donc pas d'exigences strictes, ce qui se traduit par un score faible.



## Transparence

La politique de transparence d'Argenta est suffisante.

La transparence est un thème central du rapport de développement durable, qui fait l'objet d'un contrôle externe par le cabinet d'audit Deloitte. Argenta publie également des rapports publics détaillés sur les régions et les secteurs dans lesquels elle opère. La banque dispose d'une procédure de réclamation bien développée pour les collaborateur·rice·s, les client·e·s et les non-client·e·s. Depuis la dernière analyse, elle a également développé une stratégie de vote à l'égard des entreprises dont elle est actionnaire.

Argenta pourrait améliorer son score en communiquant davantage sur les entreprises avec lesquelles elle discute et sur les thèmes abordés. Elle pourrait également être plus transparente en ce qui concerne son portefeuille d'investissement.



## Corruption

La politique d'Argenta en matière de corruption est vaste.

La banque dispose d'une politique interne claire de lutte contre la corruption. Elle prend des mesures pour prévenir la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Pour ses investissements, Argenta suit la législation belge et les accords internationaux en matière de corruption. La banque reste toutefois vague sur la manière dont elle applique ces accords dans sa politique d'investissement.



## Bonus

La politique de bonus d'Argenta est excellente et permet d'atteindre presque le score maximum.

Le salaire de tou-te-s les collaborateur·rice·s d'Argenta (employé·e·s, cadres et membres du conseil d'administration) est un montant fixe. Aucune prime n'est versée à quelque niveau que ce soit. La vision d'Argenta est que les objectifs à long terme sont plus importants que les bénéfices à court terme.

La seule lacune est l'absence d'informations la tension salariale (différence entre le salaire le plus bas et le plus haut) chez Argenta.



## Fiscalité

La politique fiscale d'Argenta est tout juste suffisante.

La banque elle-même ne met pas en place de systèmes de fraude fiscale et ne soutient pas les entreprises impliquées dans la fraude ou l'évasion fiscale. Au niveau interne, la banque obtient donc un score parfait. Cependant, dans ses propres investissements, la banque ne tient pas compte des constructions mises en place par les entreprises elles-mêmes. Il n'y a pratiquement pas d'exigences en matière d'impôts pour les entreprises externes, de sorte que le score global est tout juste satisfaisant.



## Droits humains

La politique d'Argenta en matière de droits humains s'est améliorée ces dernières années, mais reste insuffisante.

Bien qu'elle n'investisse que dans des entreprises qui respectent la Déclaration universelle des droits humains, la banque communique de manière trop générale sur ce point. La manière dont les droits humains (ou leur respect) influencent les choix d'investissement d'Argenta n'est pas claire. Bien que la banque déclare tenir compte des droits des enfants ou des personnes handicapées, entre autres, il n'est pas clair de quelle manière elle en tient compte dans sa politique. Cette politique devrait donc être plus explicite et détaillée.

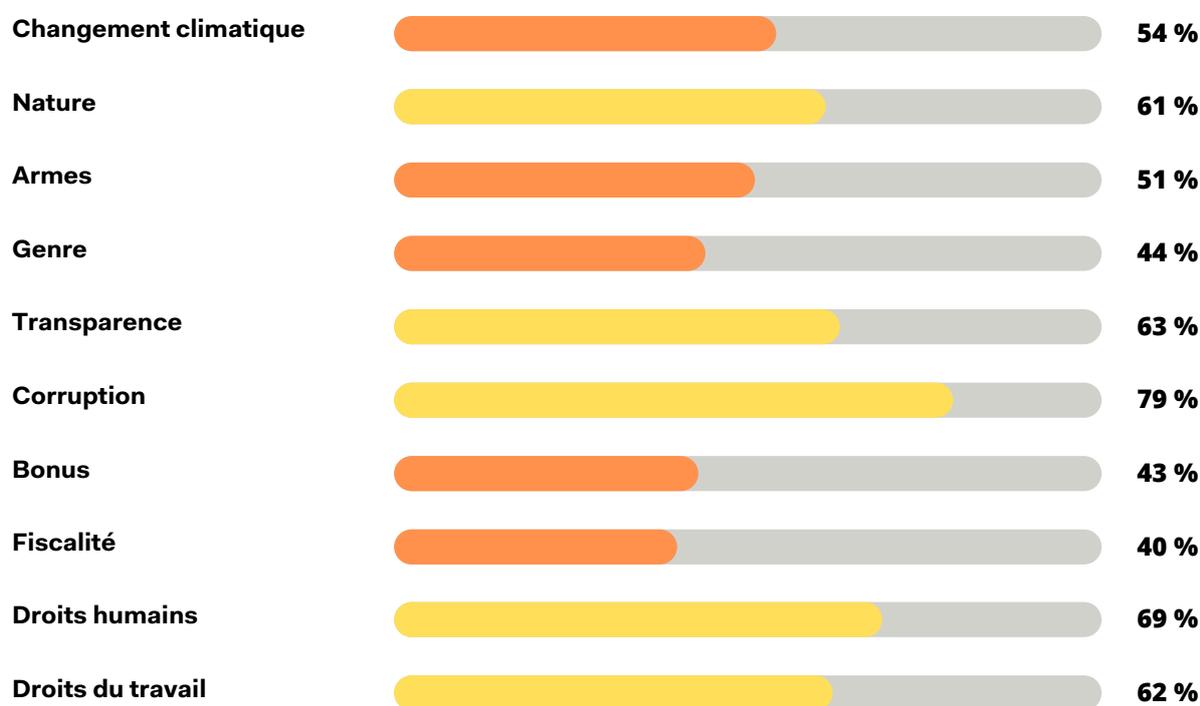


## Droits du travail

La politique en matière de droits du travail est vaste chez Argenta.

Argenta applique les droits du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) à ses propres collaborateurs et à ses fournisseurs. Pour les entreprises externes, la banque applique les normes de performance de l'International Finance Coalition (IFC). Pour le reste, elle n'a pas de politique explicite en matière de droits du travail. Elle pourrait par exemple exiger des entreprises qu'elles fixent un nombre maximal d'heures de travail pour leurs employés.

# ING (57%)



Plus de 2,8 millions de client-e-s particuliers sont titulaires d'un compte courant auprès de la banque. En outre, ING compte près de 10 millions de client-e-s qui utilisent ses produits de financement immobilier, de dépôt de titres, de crédit et d'épargne.

L'évaluation d'ING est réalisée par nos organisations partenaires néerlandaises et allemandes du réseau Fair Finance International.

Le score moyen d'ING est tout juste suffisant. Si ses politiques internes ne sont pas particulièrement mauvaises, la banque ne pose que peu d'exigences aux entreprises externes avec lesquelles elle est affiliée. En outre, des enquêtes montrent régulièrement qu'ING est impliquée dans diverses violations des droits humains et dans des dommages climatiques.

Des enquêtes pratiques montrent également qu'ING a régulièrement utilisé l'épargne de ses client-e-s pour des investissements préjudiciables.



## Changement climatique

La politique d'ING en matière de changement climatique est tout juste suffisante. La banque n'exclut toujours pas totalement le financement et les investissements dans les centrales électriques au charbon et les mines de charbon. Alors qu'ING dispose de politiques d'exclusion et d'élimination progressive adéquates pour la production d'électricité à partir du charbon, elle applique un seuil de chiffre d'affaires de 30%, trop élevé pour l'exploitation minière du charbon.

ING applique sa politique d'exclusion des combustibles fossiles uniquement à la production controversée de pétrole et de gaz, et au financement de projets pour de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. La banque n'a pas de politique visant à réduire la production d'électricité à partir de pétrole ou de gaz. En outre, elle n'a pas de politique visant à encourager les entreprises à passer à des sources d'énergie renouvelables. Enfin, ING n'a pas de politique exigeant des entreprises qu'elles cessent de faire du lobbying contre l'action climatique et qu'elles incluent des accords sur le changement climatique dans leurs contrats avec les fournisseurs.

### En pratique

L'étude de FairFin "[Belgian money for new fossil infrastructure](#)" (2023) montre qu'ING est le deuxième bailleur de fonds en Belgique pour l'expansion de l'infrastructure fossile. En 2023, la banque détenait 173 millions d'euros d'actions dans ces entreprises et a fourni 220 millions d'euros en souscription et 893 millions d'euros en prêts.

ING s'est explicitement engagée à aligner son portefeuille financier sur un scénario climatique de 1,5°C. Toutefois, cet engagement ne s'applique pas au portefeuille d'investissement de la banque. Au sein de son portefeuille de financement, ING a identifié les secteurs ayant le plus grand impact sur le climat et a fixé des trajectoires de réduction des émissions pour ces secteurs, visant 2030 et 2040, avec des objectifs intermédiaires pour 2025. Néanmoins, les trajectoires fixées par ING pour le secteur du pétrole et du gaz ne sont pas compatibles avec un scénario à 1,5°C. Le rapport annuel "[Banking on Climate Chaos](#)" montre également à plusieurs reprises qu'ING est un important prêteur l'énergie fossile. Chaque année, la banque injecte des milliards dans les combustibles fossiles. Sur cinq ans (2016-2021), son financement s'est élevé à plus de 75 milliards de dollars.

## Nature



La politique d'ING en matière de nature est suffisante.

La politique d'ING n'exige pas des entreprises qu'elles incluent des critères liés à la nature dans leurs contrats avec les sous-traitants et les fournisseurs. La politique de biodiversité d'ING n'accorde pas non plus d'attention aux espèces végétales protégées. De plus, la politique de protection de la nature n'est pas appliquée à la gestion d'actifs pour les client·e·s et la banque limite sa politique de protection des écosystèmes vulnérables au financement de projets.

ING n'a pas de politique spécifique pour atténuer la pénurie d'eau et traiter les activités commerciales qui entrent en concurrence avec les besoins des communautés locales. La banque peut également améliorer sa politique en demandant explicitement aux entreprises de n'autoriser le commerce d'espèces végétales et animales menacées que s'il répond aux conditions de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et de ne pas s'engager dans le commerce d'espèces végétales et animales menacées d'extinction figurant sur la liste.

### En pratique

L'étude pratique "[Oil extraction near the North Pole](#)" (2020) montre qu'ING a prêté 3,4 milliards d'euros à des entreprises responsables de l'extraction de pétrole et de gaz dans l'Arctique.



## Armes

La politique d'ING en matière d'armement est tout juste suffisante. La banque n'a pas de politique contre l'investissement ou le financement d'entreprises qui fournissent des armes, des systèmes d'armes, du matériel de transport militaire et d'autres biens militaires à des pays qui consacrent une part disproportionnée de leur budget à l'achat d'armes. ING pourrait améliorer sa politique en excluant les financements ou les investissements destinés à fournir lesdits biens militaires à des États fragiles ou en déliquescence.

ING obtient également un score faible en raison de l'application limitée de sa politique en matière de vente d'armes. La banque continue d'accorder des prêts généraux aux fabricants d'armes et l'ensemble de sa politique en matière d'armement ne s'applique pas à sa gestion d'actifs. ING n'a pas non plus de politique concernant les systèmes d'armes létales autonomes (LAWS). En outre, elle n'exclut pas totalement la production, l'entretien et le commerce d'armes nucléaires (composants clés de ces armes).

### En pratique

L'étude de terrain de l'institut de recherche Profundo intitulée "[Controversial Arms Trade](#)" (2019) a révélé qu'ING a investi 510 millions d'euros dans 10 entreprises qui fournissent du matériel militaire, tel que des armes, des munitions et des avions de combat, à des pays qui violent les droits humains, sont en conflit, gravement corrompus ou très fragiles, soit en accordant des prêts à une entreprise et ou en détenant des actions et des obligations d'autres entreprises.

## Genre



La politique d'ING en matière d'égalité des sexes est insuffisante. ING affirme qu'elle s'efforce, à tous les niveaux, de ne pas avoir plus de 70 % de personnes d'un même sexe. Au sein de son conseil de surveillance, la banque y parvient, avec 33 % de femmes. Mais au sein du conseil d'administration, l'objectif n'est pas atteint. La banque dispose d'un programme de formation visant à promouvoir l'avancement des femmes à des postes de direction. Depuis 2020, ING a souscrit aux [Women's empowerment principles \(WEP\)](#). Cela signifie, entre autres, qu'ING applique une politique interne de tolérance zéro à l'égard de la discrimination fondée sur le sexe et garantit l'égalité de rémunération entre les employé-e-s. Étant donné qu'il existe toujours un écart de rémunération entre les hommes et les femmes chez ING, il est conseillé de le surveiller et de le rendre public.

La politique d'ING en matière de genre à l'égard des entreprises auxquelles elle prête ou dans lesquelles elle investit est déficiente. Les entreprises sont encouragées à réduire les risques en matière de droits humains liés au genre. En outre, dans le cadre du financement de projets, les entreprises sont censées avoir une politique d'égalité salariale pour les femmes. Toutefois, cette exigence ne s'applique pas aux autres formes de prêts ou aux entreprises dans lesquelles ING investit. La banque n'exige pas des entreprises qu'elles aient des politiques de lutte contre la discrimination ou la violence fondée sur le sexe. En outre, elle n'a pas d'objectifs concrets en ce qui concerne la participation des femmes aux postes de direction des entreprises qu'elle finance ou dans lesquelles elle investit.

### En pratique

L'étude "[Gender Gaps in Dutch Banks' Policies and Practices](#)" (2022) montre qu'ING obtient de mauvais résultats en matière d'égalité des sexes. Par rapport à 2020, la représentation des femmes aux postes de direction s'est détériorée. La politique de développement durable d'ING, qui s'applique à tous ses investissements et produits, ne fait aucune référence aux droits des femmes. La banque n'exige pas non plus de ses client-e-s qu'ils ou elles prennent des mesures pour réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes ou incluent des critères relatifs aux droits des femmes dans leurs politiques d'achat et leurs contrats avec les fournisseurs. ING entretient des liens financiers avec des supermarchés ayant fait l'objet d'une enquête, où l'exploitation, la discrimination et l'inégalité entre les sexes sont largement répandues. Elle devrait surveiller et encourager les supermarchés qui ont commencé à mieux protéger les droits des femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement d'ici 2022 et encourager ceux qui sont à la traîne à prendre des mesures.

### Transparence



La politique de transparence et de responsabilité d'ING est moyenne. Il y a un manque d'information sur les entreprises auxquelles elle prête et dans lesquelles elle investit, ainsi que sur son implication dans des entreprises qui suscitent des controverses sociales et environnementales. En outre, les informations sur le comportement de la banque en matière de vote font défaut. Toutefois, il est positif que les rapports non financiers, y compris les rapports de développement durable, soient fondés sur les normes internationales de la [Global Reporting Initiative \(GRI\)](#) et fassent l'objet d'un audit externe.

### Corruption



La politique d'ING en matière de corruption est obtenue un score correct. Pour ses propres activités bancaires, elle dispose d'une politique claire qui rejette la corruption et les pots-de-vin, et comprend des lignes directrices claires contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. ING est également inscrite au registre de transparence de l'UE. La banque déclare également qu'elle applique les principes et lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et du Pacte mondial des Nations unies aux sociétés qu'elle finance. Par conséquent, ces entreprises sont également soumises à une interdiction stricte de la corruption et des pots-de-vin, et sont obligées d'inclure des mécanismes de contrôle appropriés dans leur structure d'entreprise.

Une lacune, cependant, est que ces exigences ne sont en place que pour les entreprises à la suite de l'engagement d'ING envers les lignes directrices de l'OCDE et le Pacte mondial des Nations unies, mais ne sont pas incluses dans les propres lignes directrices d'ING. En outre, les entreprises ne sont pas tenues de divulguer leurs bénéficiaires finaux afin de prévenir la corruption par la transparence et les capacités d'audit externe.

### Bonus



La politique de bonus d'ING a obtenu un score nettement inférieur à la moyenne et a légèrement diminué depuis la dernière analyse.

ING peut encore réclamer un bonus s'il s'avère que les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Le conseil d'administration reçoit un bonus pouvant aller jusqu'à 20% du salaire annuel. Les cadres supérieurs et les preneur-euse-s de risques reçoivent un bonus pouvant aller jusqu'à 100%. Il existe des exceptions pour les preneur-euse-s de risques situ-e-s en dehors de la zone économique européenne, pour lesquels le bonus peut atteindre 200%.

Il y a beaucoup de choses à améliorer. Par exemple, la banque ne communique pas clairement la différence entre le salaire fixe le plus élevé et le plus bas. En outre, ING n'est pas non plus transparente sur la part du bonus qui est déterminée par les objectifs de durabilité.



## Fiscalité

La politique fiscale d'ING est inadéquate. Elle n'attend pas clairement des entreprises qu'elles fassent preuve de transparence sur la structure de leur groupe et qu'elles rendent compte, par pays, de leurs revenus, coûts et bénéfices, des impôts qu'elles paient et des subventions qu'elles reçoivent des gouvernements. Elle n'attend pas non plus des entreprises qu'elles soient transparentes sur les accords fiscaux obtenus auprès des autorités locales, ni qu'elles disposent d'un système de gestion permettant de prendre des mesures contre l'évasion fiscale de leurs employé-e-s.

ING elle-même n'a pas de filiales dans les paradis fiscaux, mais n'a pas de politique sur la fourniture de services financiers aux entreprises dans les paradis fiscaux. La banque n'a pas non plus de politique contre la facilitation des transactions internationales dont l'objectif principal est l'évasion ou la fraude fiscale. ING rend compte de ses propres paiements d'impôts et de ses actifs pour chaque pays où la banque opère. ING a pour politique de ne pas fournir de conseils fiscaux dans le but d'éviter l'impôt. Elle n'attend pas des entreprises qu'elles incluent des accords sur les paiements d'impôts dans leurs contrats avec les fournisseurs.



## Droits humains

La politique d'ING en matière de droits de l'homme est généralement assez solide, mais elle présente quelques lacunes importantes.

L'aspect positif est qu'ING a intégré dans sa politique en matière de droits de l'homme certaines directives internationales importantes (les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, par exemple). Cela vaut à la banque de nombreux points dans le BankWijzer. Toutefois, ces lignes directrices ne sont pas appliquées dans la gestion des avoirs des clients, ce qui pourrait constituer une première amélioration possible. Il est également très regrettable que la banque n'exige pas des entreprises qu'elles n'autorisent pas les implantations ou les activités économiques dans les territoires occupés, comme le stipule le droit humanitaire international. En outre, ING n'exige pas non plus des entreprises qu'elles incluent le respect des droits de l'homme, tel que décrit dans les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme, dans les contrats avec les sous-traitants et les fournisseurs. En outre, ING n'exige pas des entreprises qu'elles respectent les droits des personnes handicapées.

Pour améliorer son score, ING doit résoudre les problèmes susmentionnés. En outre, la banque peut également commencer à exiger des entreprises qu'elles s'engagent à respecter les droits de l'homme, comme le soulignent les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP). Ces lignes directrices devraient également être suivies lors de l'établissement et de la mise en oeuvre d'un processus de diligence raisonnable.



## Droits du travail

La politique d'ING en matière de droits du travail est adéquate. La banque applique les normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) à son propre personnel et à ses achats. ING attend également des entreprises qu'elles respectent les droits fondamentaux du travail de l'OIT : liberté d'organisation et droit à la négociation collective, absence de travail forcé, absence de travail des enfants et absence de discrimination. La mise en oeuvre du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE a un impact positif sur l'évaluation d'ING. Toutefois, la banque n'exige pas le paiement d'un salaire minimum adéquat ni la mise en oeuvre des normes du droit du travail dans les chaînes d'approvisionnement.

### En pratique

ING a des liens financiers avec deux entreprises dont les violations des droits du travail sont critiquées dans le rapport 2022 "Dirty Profits 9 - How much Pain for Corporate Gain". Glencore est l'une des plus grandes sociétés de négoce de matières premières et d'exploitation minière au monde, basée en Suisse. L'entreprise extrait et traite du minerai de cuivre et du cobalt en RDC et a été critiquée pour les violations des droits de l'homme et la pollution de l'environnement dans ce pays.

En 2023, ING a de nouveau été citée dans des enquêtes sur le financement européen du géant minier. Cette enquête a révélé qu'ING avait accordé plus de 2 milliards de dollars de prêts à Glencore entre 2016 et 2023 et détenait des actions Glencore pour une valeur de 1,6 million de dollars.

# DEUTSCHE BANK (37%)



La Deutsche Bank a son siège en Allemagne et compte parmi les plus grandes banques universelles du monde. Elle combine la collecte d'épargne et les prêts avec une grande variété d'activités sur les marchés financiers, pour son propre compte et pour celui de ses client-e-s. La banque opère également en tant qu'assureur. Au niveau mondial, la Deutsche Bank est représentée dans 58 pays et emploie plus de 80 000 personnes. En Belgique, la Deutsche Bank ne détient qu'une petite part de marché.

Les activités bancaires de Deutsche Bank ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. C'est pourquoi cette étude se base sur les données de l'ensemble du groupe bancaire.

La Deutsche Bank obtient à nouveau le score particulièrement bas. Sur presque tous les thèmes, la banque obtient un score faible à très faible. Dans les enquêtes sur les investissements nuisibles, la Deutsche Bank est très souvent citée.



## Changement climatique

La politique climatique de la Deutsche Bank est faible. Elle a légèrement amélioré sa politique depuis la dernière analyse, mais reste en bas du classement.

La banque a fixé des objectifs mesurables de zéro net pour 2030 et 2050, en se concentrant sur les secteurs à forte intensité de carbone, tels que la production de pétrole et de gaz, la production d'électricité, l'automobile et la production d'acier. La banque communique désormais de manière plus complète sur son impact climatique.

Deutsche Bank continue de financer le charbon. En ce qui concerne les autres combustibles fossiles, certains nouveaux projets sont exclus du financement, tels que les nouveaux projets pétroliers et gaziers dans l'Arctique et les projets liés aux sables bitumineux. Cependant, il n'y a pas de rejet fondamental de l'extraction et de la production de pétrole et de gaz. Deutsche Bank déclare qu'elle soutient les entreprises clientes dans leur transition vers un modèle d'entreprise à faible émission de carbone, mais qu'elle ne s'attend pas à ce qu'elles adoptent des sources d'énergie renouvelables.

### En pratique

Dans le rapport "[Banking on Climate Chaos](#)", Deutsche Bank apparaît à plusieurs reprises comme l'un des principaux bailleurs des combustibles fossiles. Chaque année, la banque injecte des milliards dans les combustibles fossiles. Sur cinq ans (2016-2021), son financement s'est élevé à plus de 75 milliards de dollars.

Une part importante de cette somme est allée à des projets et à des entreprises qui développent activement l'utilisation des combustibles fossiles. Des recherches menées par [ShareAction \(2022\)](#) ont montré que le financement de ces entreprises par Deutsche Bank a en fait augmenté depuis 2016. L'Agence internationale de l'énergie a pourtant clairement indiqué que ces nouvelles extractions auraient dû être complètement arrêtées à la fin de l'année dernière. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050 et limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

## Nature



En ce qui concerne la biodiversité, les lignes directrices de Deutsche Bank restent tout à fait insuffisantes. Son engagement à respecter les normes de performance de la Société financière internationale (IFI) et les principes de l'Équateur a un impact positif sur l'évaluation. Ces principes fixent des exigences spécifiques pour le financement de projets, telles que la réalisation d'études d'impact sur l'environnement, la prévention de l'introduction d'espèces envahissantes dans les écosystèmes et la conservation des réserves naturelles.

Les espèces menacées sont également partiellement protégées par des engagements volontaires et des critères environnementaux qui sont obligatoires dans les lignes directrices des entreprises en matière de marchés publics. Toutefois, certains sujets ne font toujours pas l'objet de lignes directrices, comme les activités dans les zones où l'eau est rare et le commerce d'espèces végétales et animales menacées d'extinction.

### En pratique

En octobre 2021, [FairFin a révélé](#) que Deutsche Bank finançait la distribution de plastique jetable. La banque a investi plus de 35 milliards d'euros dans les principaux utilisateurs de plastique jetable, tels que Coca-Cola et Unilever.

En avril 2021, FairFin a publié [un rapport](#) montrant que Deutsche Bank a fourni 480 millions d'euros de financement à des multinationales du secteur du cacao. La déforestation à grande échelle de jungles protégées est un problème connu dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao tels que Nestlé et Barry Callebaut depuis des décennies. Néanmoins, ces deux entreprises sont financées par la Deutsche Bank.



## Armes

La politique de Deutsche Bank en matière d'armement reste faible et s'est même aggravée par rapport à l'analyse précédente.

La banque n'exclut plus clairement le financement des producteurs d'armes à sous-munitions, de mines antipersonnel et d'armes nucléaire, bactériologique et chimique. Sa politique de 2018 sur les armes controversées ne peut plus être consultée sur le site web de la banque, tandis que la position dans son rapport non financier reste vague.

Dans de nombreux domaines critiques, les lignes directrices de Deutsche Bank sont encore inadéquates ou inexistantes. Par exemple, la banque n'a pas établi de politique claire sur les armes autonomes. En outre, la Deutsche Bank affirme qu'elle respecte les embargos sur les armes, mais n'exige pas explicitement de ses clients qu'ils le fassent.



## Genre

Deutsche Bank obtient de mauvais résultats en matière d'égalité des sexes.

Elle condamne la discrimination sur le lieu de travail, mais ne s'engage pas fondamentalement en faveur de l'égalité de rémunération pour un même travail. Il existe une approche systématique visant à augmenter la proportion de femmes à certains postes de direction d'ici 2025, mais pas, par exemple, au sein du conseil d'administration. En outre, la banque n'impose pas d'exigences en matière d'égalité des sexes aux entreprises dans lesquelles elle investit ou qu'elle finance.



## Transparence

En matière de transparence et de responsabilité, la Deutsche Bank a obtenu des résultats tout juste convenables.

Le rapport de développement durable de la banque répond aux exigences de la Global Reporting Initiative et le processus d'évaluation ESG fait l'objet d'un examen externe. Malgré cela, la transparence sur les investissements et les financements de la banque reste insuffisante, notamment en ce qui concerne la ventilation détaillée par secteur et par entreprise, ainsi que les politiques concernant les entreprises au sujet desquelles des controverses ESG ont été mises en lumière. Il n'est pas non plus évident de savoir avec quelles entreprises la banque tient des discussions sur les questions sociales et environnementales. Sur le plan positif, la Deutsche Bank dispose d'un mécanisme de réclamation ouvert à toutes les parties prenantes. Toutefois, ce mécanisme ne cible pas spécifiquement les individus et les communautés qui ont subi des préjudices.



## Corruption

La politique anti-corruption de la Deutsche Bank est tout juste suffisante. La banque ne tolère aucune forme de corruption. Elle se conforme à toutes les lois pertinentes visant à identifier et à prévenir le blanchiment d'argent et le financement éventuel du terrorisme. La Deutsche Bank figure également dans le registre de transparence de l'UE. Toutefois, elle ne dispose pas de lignes directrices similaires en matière de financement et d'investissement. Par exemple, la Deutsche Bank pourrait exiger des entreprises clientes qu'elles mettent également en oeuvre des systèmes de lutte contre la corruption ou qu'elles révèlent le nom de leurs bénéficiaires finaux.

### En pratique

La Deutsche Bank a des liens financiers avec Glencore, une société dont les cas de corruption sont critiqués dans le rapport 2022 "Dirty Profits 9 - How much Pain for Corporate Gain". Glencore est l'une des plus grandes sociétés de négoce de matières premières et d'exploitation minière au monde, basée en Suisse. L'entreprise extrait et traite du minerai de cuivre et du cobalt en RDC et a été critiquée pour les violations des droits de l'homme et la pollution de l'environnement dans ce pays.



### Bonus

La banque obtient un score plus qu'insuffisant en matière de politique de primes, bien que ce score ait légèrement augmenté depuis la dernière analyse.

Les primes peuvent atteindre 200 % du salaire fixe. 60 % des primes sont attribuées sur la base d'objectifs à long terme, mais ne sont pas liées à des objectifs de développement durable. La banque n'a pas fixé de ratio maximum entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé de ses employé-e-s.



### Fiscalité

La politique fiscale de Deutsche Bank reste faible. La banque se distancie de l'évasion fiscale mais reste muette sur l'évitement fiscal. Elle se conforme aux exigences de déclaration pays par pays et publie des chiffres tels que le chiffre d'affaires, les bénéfices/pertes et les employé-e-s pour chaque pays dans lequel elle opère. En revanche, les "constructions artificielles sans arrière-plan économique visant à obtenir des avantages fiscaux" ne sont pas autorisées. Les entreprises que Deutsche Bank finance et dans lesquelles elle investit ne sont soumises à pratiquement aucune obligation fiscale.



### Droits humains

Le score de Deutsche Bank en matière de politique des droits humains a légèrement baissé et se situe à un niveau insatisfaisant.

La Deutsche Bank s'engage en faveur des droits humains et se réfère en partie à diverses normes internationales, telles que le Pacte mondial des Nations unies et les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains. Dans le domaine du financement de projets, la banque répond à certains critères en se conformant aux principes de l'Équateur et aux normes de performance de la SFI.

Dans certains cas, les exigences que la Deutsche Bank impose à ses clients sont trop vagues. Par exemple, la banque attend de ses clients qu'ils obtiennent le consentement libre, préalable et éclairé des populations autochtones, mais pas des utilisateurs des terres en général. En outre, le champ d'application de sa politique en matière de droits de l'enfant reste flou. La banque ne fournit pas d'informations publiques sur certains sujets, par exemple si elle exige des entreprises qu'elles n'opèrent pas dans des territoires occupés ou qu'elles intègrent les droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement.

#### En pratique

La Deutsche Bank a des liens financiers avec 25 entreprises dont les violations des droits humains sont répertoriées dans le rapport 2022 "[Dirty Profits 9 - How much Pain for Corporate Gain](#)".

### Droits du travail



La politique de Deutsche Bank en matière de droits du travail est tout juste passable. Son engagement à respecter les normes de performance de la Société financière internationale (IFI) pour le financement de projets a un impact positif sur la notation. Les principes internes de la Deutsche Bank en matière de passation de marchés exigent que tous les fournisseurs veillent à ce que les droits humains de leurs employé-e-s ou des personnes affectées par leurs activités soient pleinement respectés et que les normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) soient appliquées.

La Deutsche Bank ne clarifie pas l'obligation pour les entreprises d'adhérer aux normes internationales, telles que les principes directeurs de l'OCDE ou le Pacte mondial des Nations unies. En outre, il manque des informations sur les normes fondamentales du travail de l'OIT (Organisation internationale du travail) relatives à la liberté syndicale et à la discrimination sur le lieu de travail. La Deutsche Bank n'exige toujours pas des entreprises qu'elles plafonnent les heures de travail ou qu'elles versent un salaire de subsistance.

### En pratique

La Deutsche Bank a des liens financiers avec deux entreprises dont la violation des droits du travail est répertorié dans le rapport "[Dirty Profits 9 - How much Pain for Corporate Gain](#)". La première est Glencore, l'une des plus grandes sociétés de négoce de matières premières et d'exploitation minière au monde. L'entreprise extrait et traite du minerai de cuivre et du cobalt en RDC et a été critiquée pour les violations des droits humains et la pollution de l'environnement dans ce pays. La deuxième entreprise est la société brésilienne Vale SA, également l'une des plus grandes sociétés minières au monde. Elle serait responsable de 300 décès à la suite de la rupture de deux barrages, ce qui fait qu'il est difficile pour les personnes touchées de faire valoir leur droit à une indemnisation.

# TRIODOS (87%)



Triodos, dont le siège est aux Pays-Bas, est représenté en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne et en Allemagne. La Banque Triodos Belgique est basée à Bruxelles et à Gand, mais travaille principalement à distance (internet et téléphone). Elle emploie 1 715 personnes pour Triodos, dont 162 en Belgique. Elle compte 744 477 client-e-s, dont 83 000 en Belgique.

Triodos finance exclusivement des entreprises, des institutions et des projets à valeur ajoutée dans les domaines social, écologique et culturel. Elle accorde des prêts aux entreprises et aux organisations, ainsi qu'aux particuliers par le biais de prêts hypothécaires. Elle propose également des produits d'investissement. Triodos ne propose pas encore de comptes courants pour les particuliers.

Ses activités bancaires ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. C'est pourquoi cette étude se base sur les données de l'ensemble du groupe bancaire.

Triodos continue d'obtenir le score le plus élevé dans le Scan des banques. Sur les thèmes des armes, des primes et des droits humains, la banque obtient le score maximum, comme dans l'analyse précédente. La gestion financière durable est donc la spécialité de cette banque, même si d'autres banques belges s'en approchent. Par ailleurs, Triodos a encore des progrès à faire en matière d'égalité des sexes.



## Changement climatique

La politique climatique de la Banque Triodos est bonne et s'est légèrement améliorée par rapport à l'analyse précédente.

La banque rend compte des émissions de gaz à effet de serre qu'elle finance pour tous les prêts et investissements, conformément aux normes reconnues. Elle exige désormais des entreprises qu'elles publient leurs émissions directes et indirectes, et rejette clairement celles qui tentent d'affaiblir la politique climatique en faisant du lobbying. La banque applique une politique de tolérance zéro à l'égard des combustibles fossiles. Les investissements dans les combustibles fossiles sont exclus pour la gestion d'actifs, mais seulement pour les investissements dépassant une limite de 5 % du chiffre d'affaires. Malheureusement, Triodos n'offre plus d'informations sur la compensation des émissions de CO2 conformément aux certifications pertinentes.



## Nature

La politique de la Banque Triodos en matière de protection de la biodiversité est très forte.

La banque s'engage à assurer un niveau élevé de protection de la nature et se réfère à la Convention de Ramsar pour la protection des zones humides, à la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, aux zones protégées telles que définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et à la Liste rouge des espèces menacées, entre autres. La banque attend également des entreprises qu'elles s'attaquent de manière proactive au problème de la pénurie d'eau et de la concurrence pour les ressources en eau. La Banque Triodos exclut totalement du financement et de la gestion d'actifs les entreprises engagées dans la production, la recherche et la distribution d'organismes génétiquement modifiés. Les entreprises qui font le commerce d'espèces menacées ne sont malheureusement pas exclues.



## Armes

Les lignes directrices de la Banque Triodos en matière d'armes restent excellentes.

La banque exclut totalement les investissements ou le financement de sociétés actives dans la production et le commerce de systèmes d'armes conventionnels et controversés. Les entreprises produisant des biens à double usage (militaire et civil) sont soigneusement évaluées et exclues si les produits sont destinés à des utilisations finales non civiles. Les systèmes d'armes autonomes sont également totalement exclus.



## Genre

En ce qui concerne la politique d'égalité des sexes, le score de Triodos a légèrement augmenté depuis la dernière analyse, mais reste faible.

La banque applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination fondée sur le sexe sur le lieu de travail. Il serait souhaitable qu'elle exige la même chose des entreprises dans lesquelles elle investit ou qu'elle finance.

Une évolution positive est que la banque encourage désormais spécifiquement les femmes à assurer une participation égale aux postes de direction.

Malheureusement, des aspects importants relatifs à ses propres opérations font défaut. La Banque Triodos ne dispose pas actuellement d'un système interne de prévention de la discrimination à l'égard des client-e-s. La banque ne respecte qu'une proportion minimale de 30 ou 40 % de femmes à deux des trois niveaux de direction. En ce qui concerne les entreprises, les lignes directrices ne sont pas encore assez ambitieuses.



## Transparence

En ce qui concerne la transparence et la responsabilité, la Banque Triodos obtient de bons résultats, même légèrement meilleurs que dans l'analyse précédente.

Le fait que la banque rende compte de manière plus transparente de son implication dans les entreprises et de son comportement de vote a un effet positif sur le score. Toutefois, cela ne s'applique qu'aux entreprises dans lesquelles elle a investi pour le compte de client-e-s. Les emprunteurs sont nommés et décrits sur le site web. Triodos publie également ses propres investissements et ceux de ses fonds. La banque rend compte de son engagement auprès des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes, et publie un rapport sur le développement durable ayant fait l'objet d'un audit externe. Malheureusement, le rapport annuel ne contient plus d'informations sur les discussions avec les entreprises sur les questions environnementales et sociales. Il n'existe aucune information publique sur les entreprises exclues pour des raisons de durabilité. La banque n'est pas non plus transparente sur les progrès et les performances de son propre mécanisme de réclamation.



## Corruption

La politique de la Banque Triodos en matière de corruption reste très bonne.

La corruption et les pots-de-vin ne sont pas tolérés parmi ses propres employé-e-s ou ses partenaires commerciaux potentiels. Des contrôles stricts sont également en place sur le blanchiment d'argent, par exemple sur la base des recommandations du GAFI et des principes de Wolfsberg. Les entreprises doivent également rendre compte de manière transparente de leurs activités de lobbying et ne doivent pas faire de lobbying à grande échelle pour modifier les normes et les lignes directrices internationales. La seule lacune en matière de corruption est que la banque ne demande pas à ses partenaires commerciaux de divulguer leurs bénéficiaires effectifs. Ce point est essentiel pour prévenir la corruption grâce à la transparence et aux capacités d'audit externe.



## Bonus

La politique de rémunération de la Banque Triodos est excellente.

Les directeur-ice-s et les cadres ne reçoivent pas de prime. Dans des cas exceptionnels, les collègues peuvent recevoir une récompense pouvant aller jusqu'à un mois de salaire (8 % du salaire annuel). Le salaire le plus élevé à la Banque Triodos est dix fois plus élevé que le salaire le plus bas.



## Fiscalité

La politique fiscale de la Banque Triodos reste bonne.

La banque exclut les services financiers pour les entreprises qui utilisent des tactiques d'évasion fiscale, par exemple en s'établissant dans des paradis fiscaux, et rend compte de manière transparente de ses activités commerciales internationales. Toutefois, des améliorations sont nécessaires en matière de transparence fiscale pour les entreprises. La Banque Triodos devrait exiger davantage d'informations de la part des entreprises qu'elle finance et dans lesquelles elle investit, par exemple en ce qui concerne la structure du groupe et de l'actionariat ou les paiements reçus ou effectués au profit d'organismes publics.



## Droits humains

La Banque Triodos continue d'obtenir un excellent score en matière de droits de l'homme et répond à toutes les exigences du BankWijzer.

La banque s'engage à respecter les droits de l'homme dans ses propres activités et applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination sur le lieu de travail. Triodos impose également des exigences strictes aux entreprises. Au niveau opérationnel, elles doivent disposer d'un mécanisme de réclamation efficace et d'un processus d'évaluation minutieux concernant les violations potentielles des droits humains. Les droits fonciers des communautés autochtones et locales, les droits de l'enfant et les droits des personnes handicapées doivent être préservés. La banque rejette les activités économiques dans les territoires occupés. Ces exigences s'appliquent également à la chaîne d'approvisionnement.

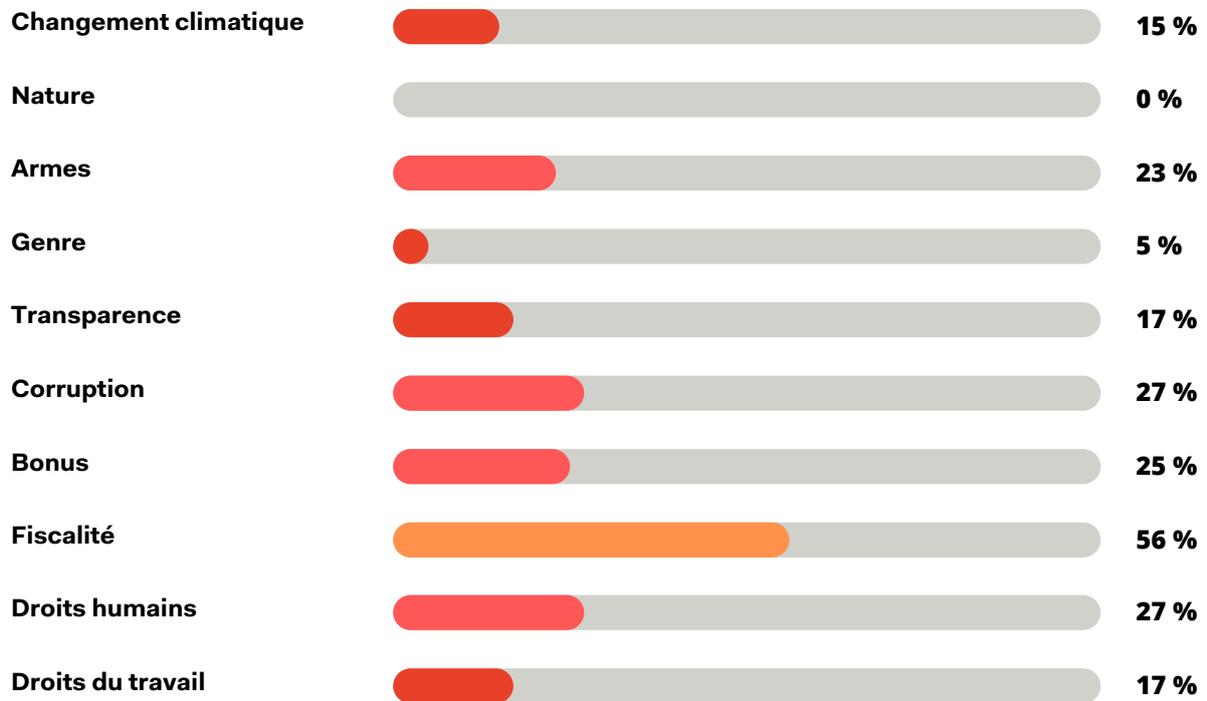


## Droits du travail

La Banque Triodos obtient de très bons résultats en matière de droits du travail, encore plus que lors de la dernière analyse 2022.

La Banque Triodos souscrit aux normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les intègre dans ses principes d'achat. Dans ses propres activités, elle a également mis en place des procédures pour traiter les plaintes des employé-e-s et résoudre les violations des droits du travail. Les entreprises que la Banque Triodos finance ou dans lesquelles elle investit doivent également garantir la liberté de réunion et rejeter le travail forcé, le travail des enfants et toute forme de discrimination. Le seul inconvénient est qu'il n'y a pas d'information disponible sur la question de savoir si la Banque Triodos attend des entreprises qu'elles adoptent des pratiques d'embauche équitables.

# CRELAN (21%)



Crehan est une banque belge qui trouve ses racines dans le financement du secteur agricole et horticole. Son actionnariat est composé à 100% de CrehanCo, constitué sous forme de société coopérative. En 2019, le groupe rachète Axa Banque (Belgique) et fusionne les réseaux d'agences. Elle propose une gamme de produits bancaires et d'assurance pour les particuliers, les indépendants et les PME, mais également une gamme de produits spécialisés pour les agriculteurs et les entreprises du monde agricole.

C'est la première fois que la banque, cinquième institution en termes de taille de bilan en Belgique, est analysée dans le cadre du Scan des banques.

Malgré une gamme de produits tournée vers la Belgique et le secteur agricole, Crehan finit avec un score modeste. Ses politiques d'investissement manquent en effet de précisions pour se voir octroyer des scores sur beaucoup d'aspects comme la lutte contre le changement climatique, les droits humains et ou l'égalité des sexes.

C'est la première fois que Crehan fait l'objet d'une analyse par le Scan des banques.



## Changement climatique

Crelan exclut le financement des entreprises actives dans le pétrole, le charbon et l'extraction de gaz, mais ne publie pas les émissions de gaz à effet de serre (scope 1, 2 et 3) de son portefeuille de financement et d'investissement. Sa politique en matière de dérèglement climatique reste trop peu précise. Les documents publiés par Crelan ne précisent, par exemple, pas si l'exclusion du charbon concerne l'extraction dans des nouvelles mines de charbon ou dans des mines déjà existantes. L'exclusion ne précise pas non plus si elle couvre toutes les entreprises ayant des liens avec le secteur du charbon ou spécifiquement les entreprises minières.



## Nature

L'institution financière ne mesure et ne publie pas l'empreinte de son portefeuille sur la biodiversité. Elle ne fournit aucune information sur la façon dont elle protège la nature ce qui est regrettable pour une banque particulièrement active dans le domaine agricole et horticole.



## Armes

Crelan dit exclure les entreprises impliquées dans la production d'armes, les jeux d'argent, les activités illégales, etc. Cependant, elle ne précise pas le type d'armes couvertes par l'exclusion.



## Genre

Crelan mentionne que les employé-e-s doivent éviter toute forme de discrimination, y compris sur le genre. Le règlement du travail prévoit des sanctions pour toute violation à ce principe. En dehors de ce principe général, Crelan ne fait pas activement attention à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes et ne propose pas de mesure pour y remédier. Elle ne garantit pas non plus qu'au moins 30% de conseil d'administration et de direction soit constitué de femmes. La banque ne possède aucune politique spécifique au genre dans l'octroi des prêts.



## Transparence

Crelan publie la répartition de ses financements par type d'activité, mais avec un niveau de détail insuffisant pour obtenir un score plus élevé.



## Corruption

Bien que Crelan dit combattre le blanchiment et l'argent provenant d'activités terroristes, la politique de la banque en la matière reste trop générale. La banque ne vérifie par exemple pas le bénéficiaire ultime des prêts accordés.



## Bonus

La politique de rémunération appliquée par Crelan est transparente, mais les détails sur la rémunération fixe ne sont pas publiés. La banque n'applique en outre aucun critère social ou de durabilité pour la fixation des bonus.



### **Fiscalité**

Étant une banque de droit belge active exclusivement sur le territoire, Crelan obtient un score élevé sur cet aspect. Elle communique sur le nombre d'employé-e-s, son chiffre d'affaires, son bénéfice et les impôts payés. Elle évite également de financer des entreprises à la structure fiscale complexe.



### **Droits humains**

Crelan adhère aux lignes directrices de l'OCDE en matière de droits humains, de travail forcé et de discrimination mais ne dispose pas d'un document détaillant cette politique.



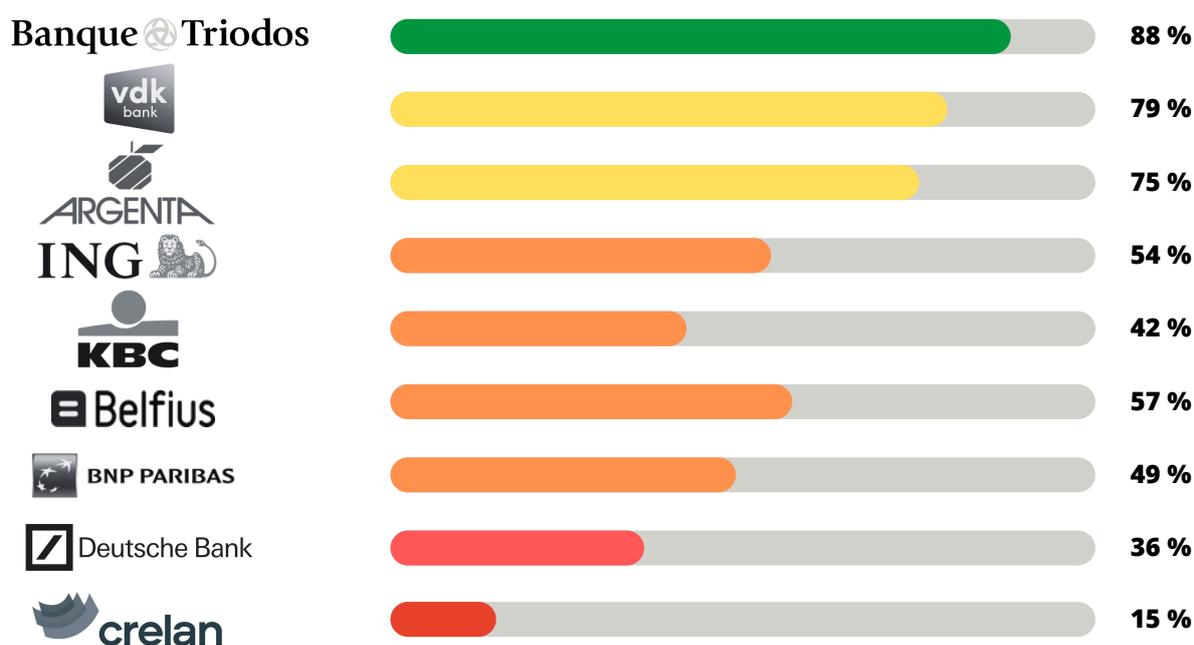
### **Droits du travail**

Crelan souscrit aux normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail et de l'OCDE concernant particulièrement le travail des enfants, le travail forcé, l'entrave à la formation de syndicats, et la discrimination. Ces normes doivent être respectées par les entreprises financées par la banque. Malheureusement, la banque ne dispose pas de règlement spécifique aux pratiques d'embauche équitables ou la rémunération correcte des employés.

# CLASSEMENT PAR THÈME

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

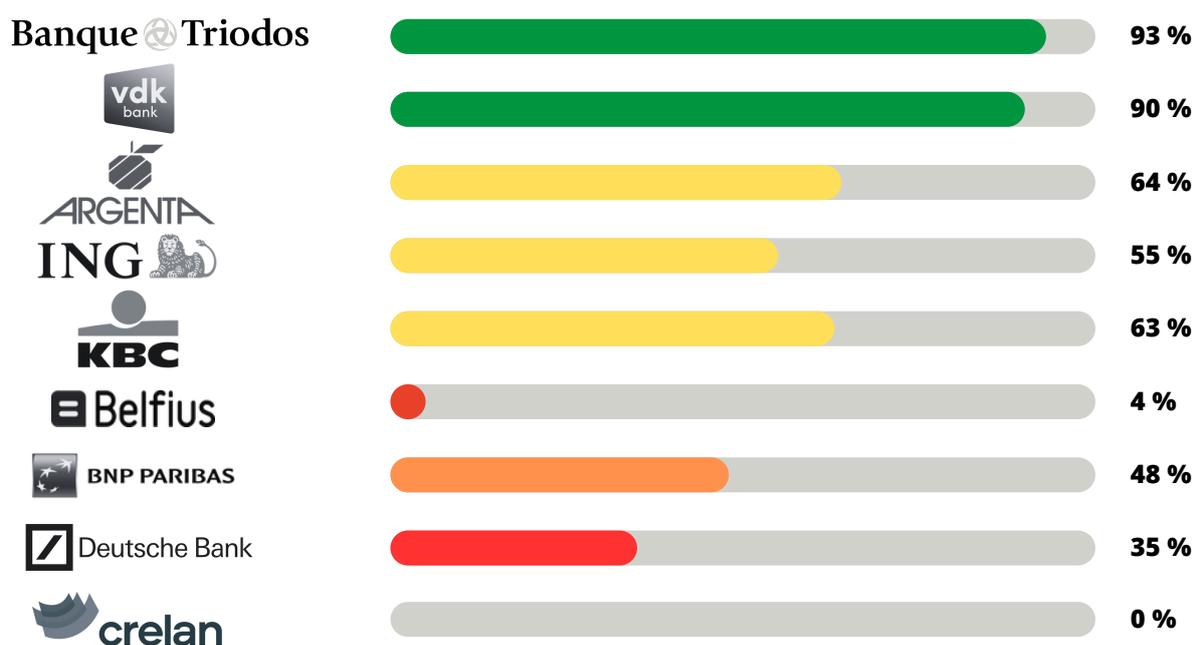
En investissant dans les énergies renouvelables, les banques peuvent lutter contre le changement climatique. Il est également urgent de mettre un terme aux flux d'argent vers les combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz. Non seulement pour le climat, mais aussi pour nos portefeuilles. Car dans un monde vivable où le réchauffement de la planète se limite à 1,5°C, l'utilisation des combustibles fossiles doit être considérablement réduite. Il ne devrait donc pas y avoir d'investissements supplémentaires dans ces combustibles, ce qui rendrait les investissements dans les combustibles fossiles sans valeur.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## NATURE

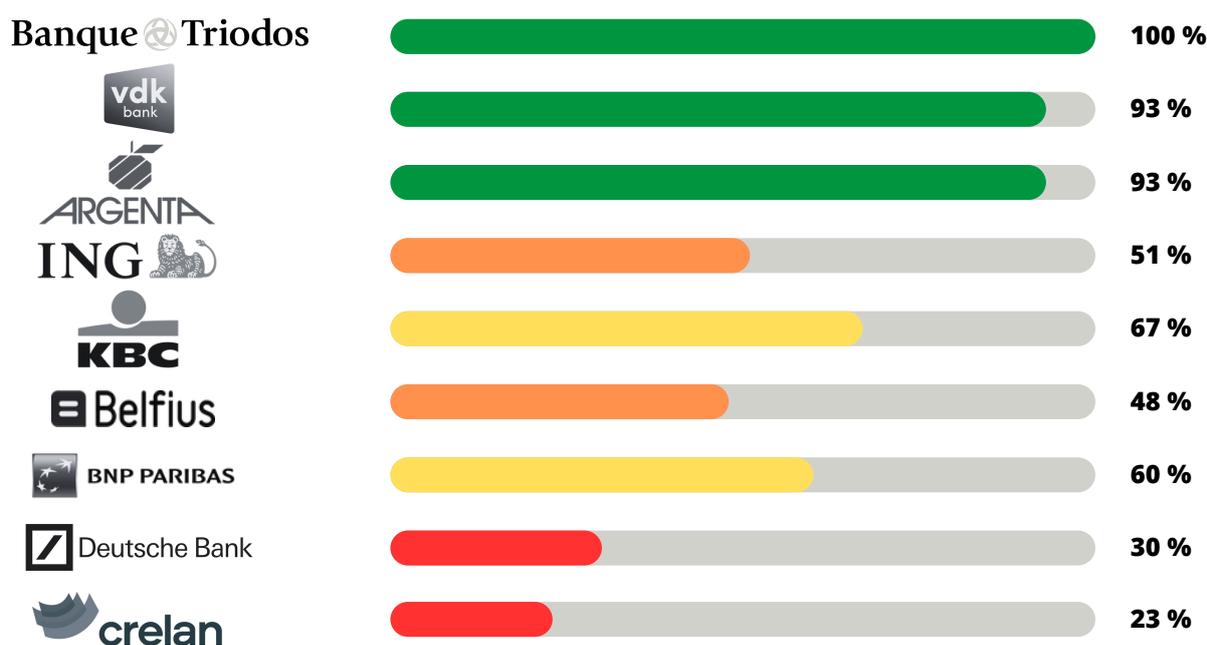
La perte globale de biodiversité entraîne la destruction des habitats, des menaces sur l'approvisionnement alimentaire et la disparition des plantes médicinales. L'exploitation minière et l'extraction de l'huile de palme, en particulier, causent beaucoup de dégâts à la nature. Une bonne politique de banque de biodiversité protège les espèces végétales et animales et leurs habitats.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## ARMES

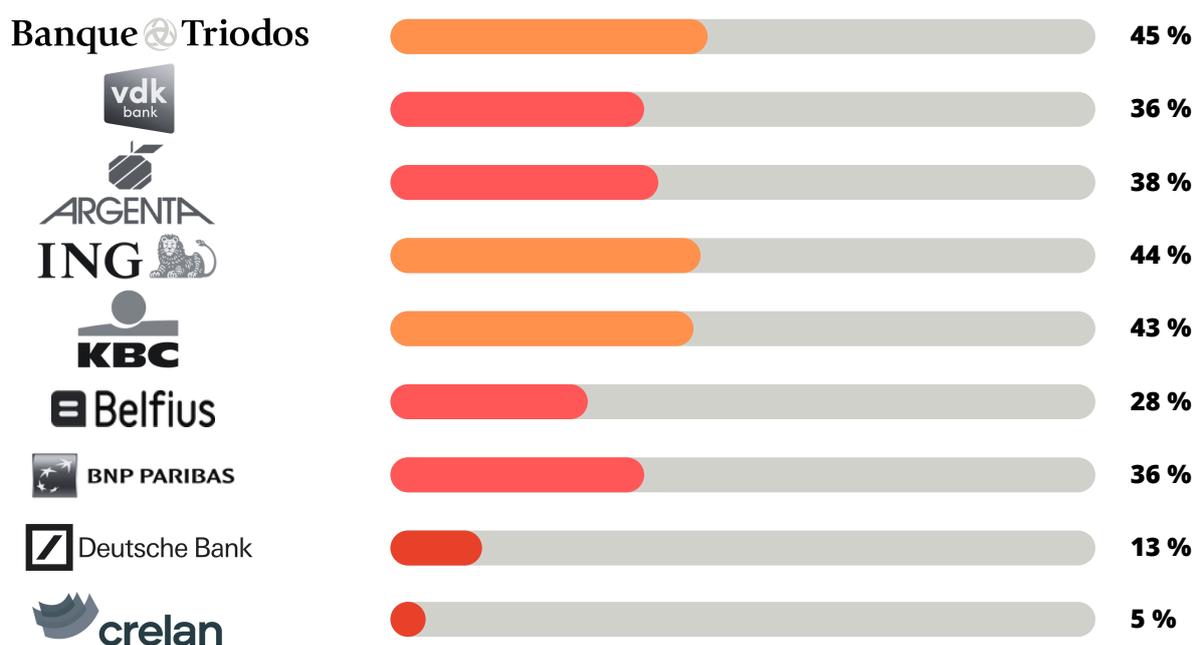
Même en temps de guerre aux frontières de l'Europe, la production d'armes par les multinationales constitue un problème majeur. Trop d'armes se retrouvent entre les mains de régimes brutaux ou de civils, avec ou sans mauvaises intentions. Les profits énormes que ces entreprises réalisent peuvent constituer des investissements sûrs et stables pour les banques, mais pour notre société, cette industrie reste une source d'insécurité et d'instabilité. Une bonne banque retire ses investissements des entreprises impliquées dans la production et le commerce d'armes. En Belgique,



# CLASSEMENT PAR THÈME

## GENRE

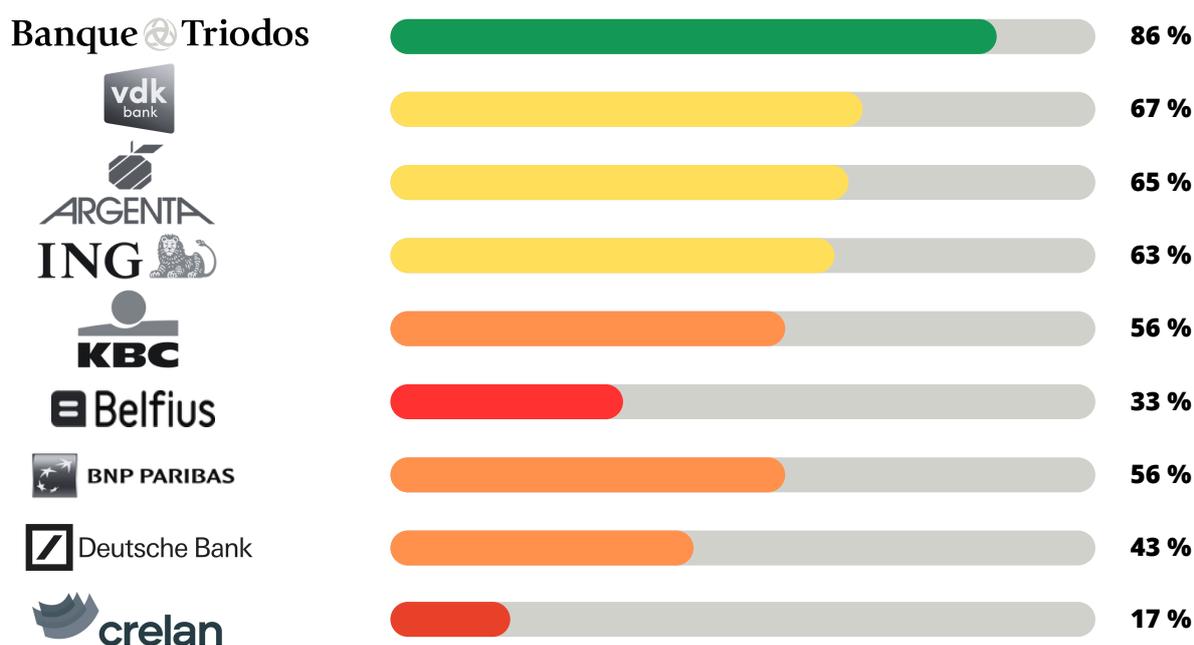
Chacun mérite des droits, des responsabilités et des opportunités égales, quel que soit son sexe. Une bonne banque applique une tolérance zéro à l'égard de la discrimination fondée sur le sexe, encourage l'égalité des sexes dans les postes de direction et rémunère de la même manière les employé-e-s occupant des postes similaires et possédant la même expérience. Cela s'applique au personnel de la banque, à ses client-e-s et aux entreprises qu'elle finance.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## TRANSPARENCE

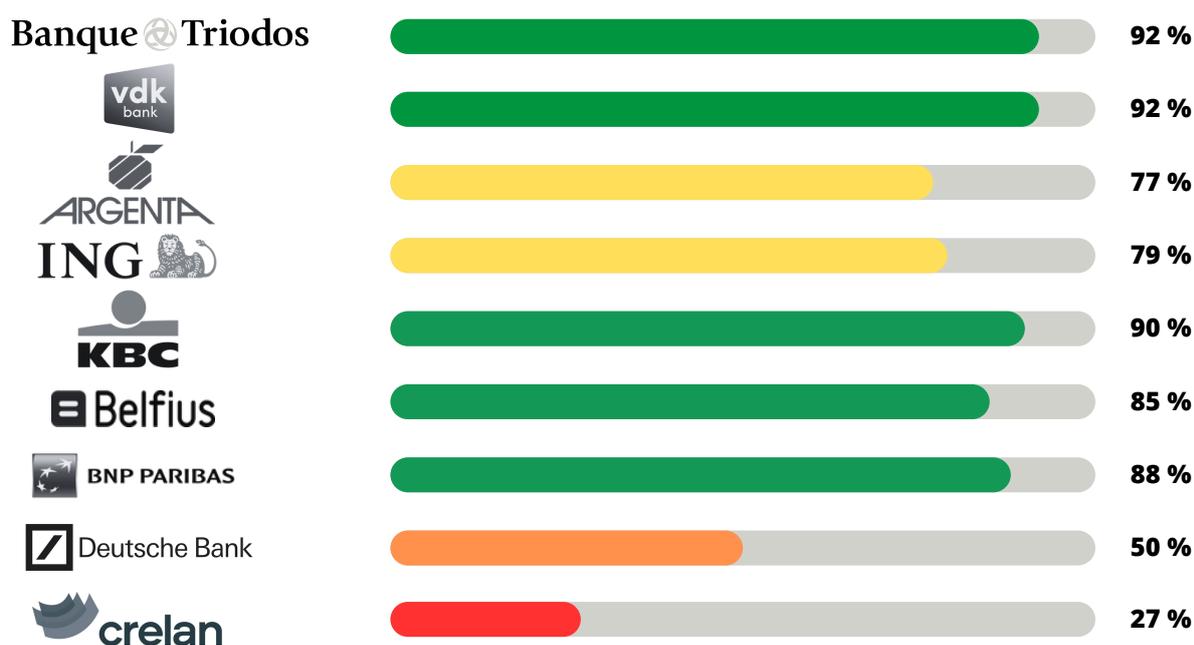
La transparence nous permet de défendre nos droits en cas de désaccord. Imaginez qu'une usine soit construite à côté de votre maison et qu'elle pollue votre terrain. Si vous n'êtes pas au courant, vous ne pouvez pas protester. La transparence des activités des banques et des entreprises dans lesquelles elles investissent est donc importante. Une bonne banque publie régulièrement un rapport de développement durable conforme aux lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) et rend publiques des informations sur ses principaux clients et partenaires, ainsi que sur son impact sur les personnes et le climat.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## CORRUPTION

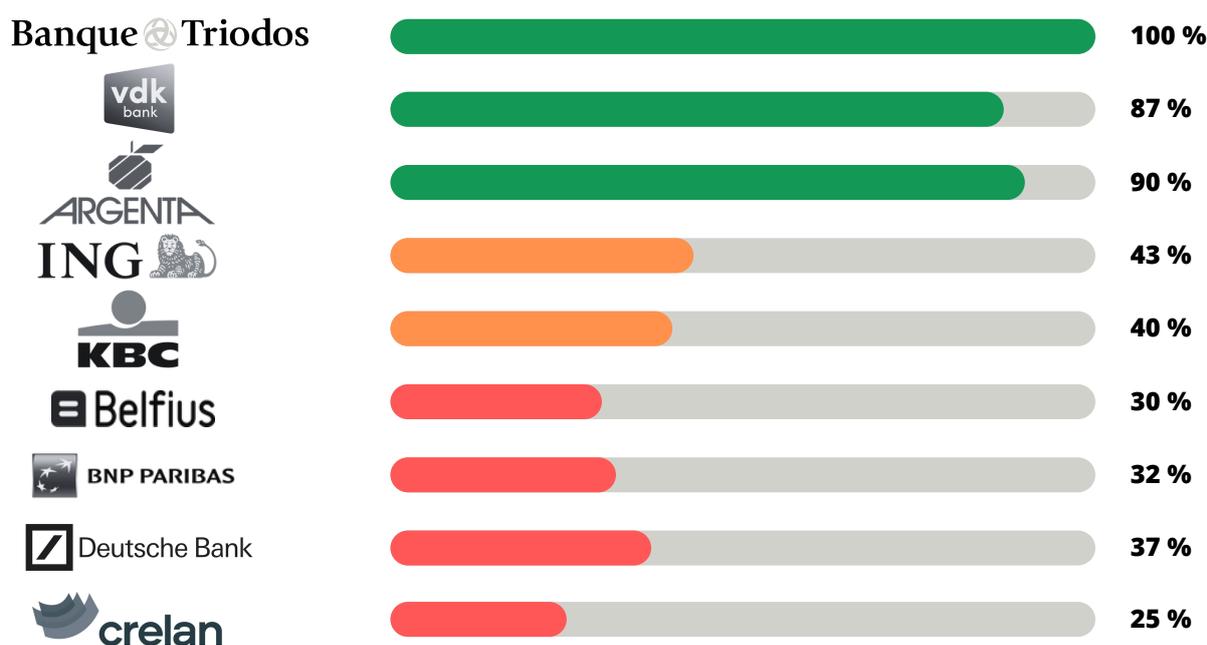
Dans une société corrompue, les personnes qui ont plus d'argent ont plus d'opportunités que celles qui en ont moins. Les secteurs de la construction et de l'armement sont particulièrement exposés à la corruption. Une bonne banque ne se livre pas à la corruption et n'aide pas ses client-e-s à blanchir de l'argent ou à verser des "pots-de-vin". En outre, elle ne fournit pas de services aux entreprises coupables de corruption.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## BONUS

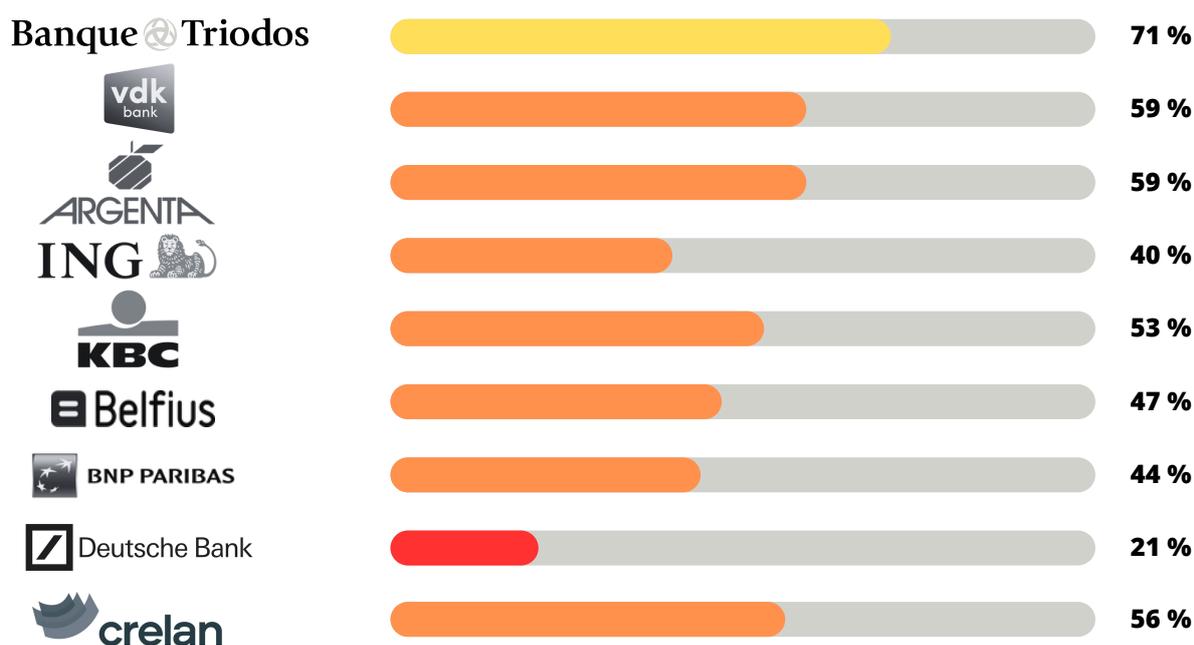
Un bonus est l'argent qu'un-e employé-e reçoit pour ses performances professionnelles, en plus de son salaire. Après la crise financière de 2008, cette "politique des bonus" a été largement critiquée : des banques ont fait faillite en raison de comportements risqués tout en donnant des millions d'euros à leur personnel sous forme de bonus. De plus, ces bonus ont encouragé le personnel des banques à prendre des risques qui pourraient avoir des conséquences négatives pour la société dans son ensemble. Une bonne banque lie un bonus à des objectifs à long terme, est transparente sur sa politique de bonus et ne laisse jamais un bonus dépasser 10 % du salaire annuel fixe.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## FISCALITÉ

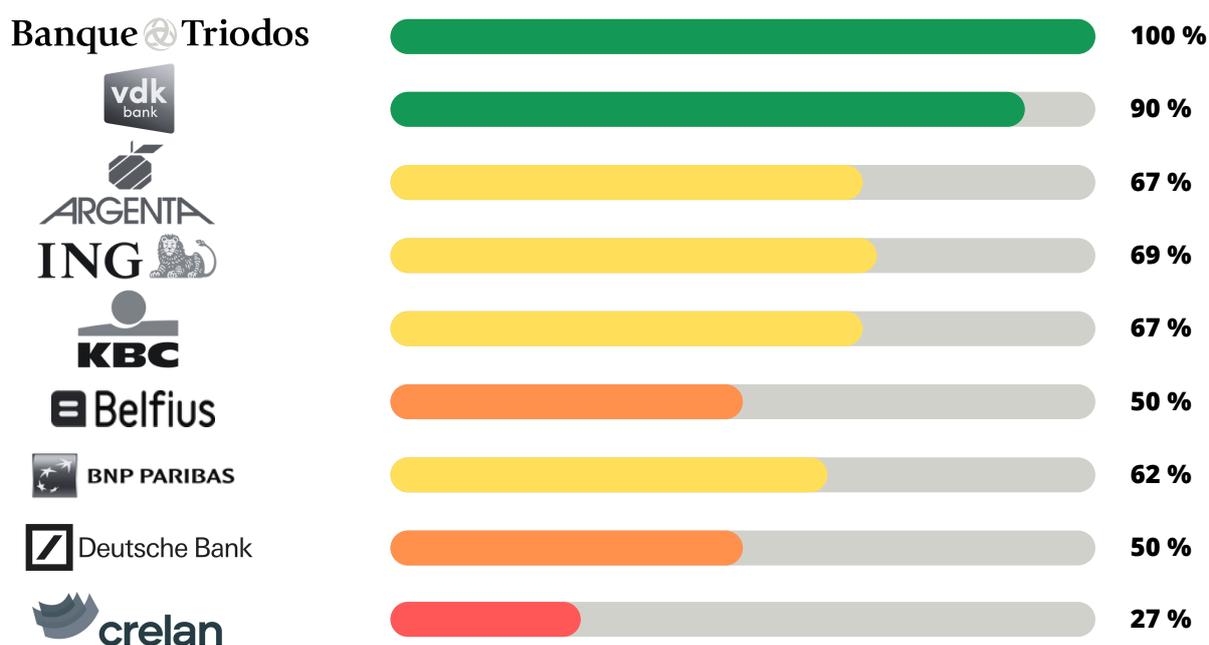
Les impôts permettent à un pays de financer les services publics destinés à ses citoyen-ne-s. Par exemple, la sécurité sociale, l'éducation et les transports publics. Tout le monde en bénéficie, y compris les banques et les entreprises opérant dans ce pays. Pourtant, de nombreuses banques, entreprises et citoyen-ne-s cherchent à payer le moins d'impôts possible. Une bonne banque est transparente quant à ses propres paiements d'impôts et ne fournit pas de services aux entreprises coupables d'évasion fiscale.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## DROITS HUMAINS

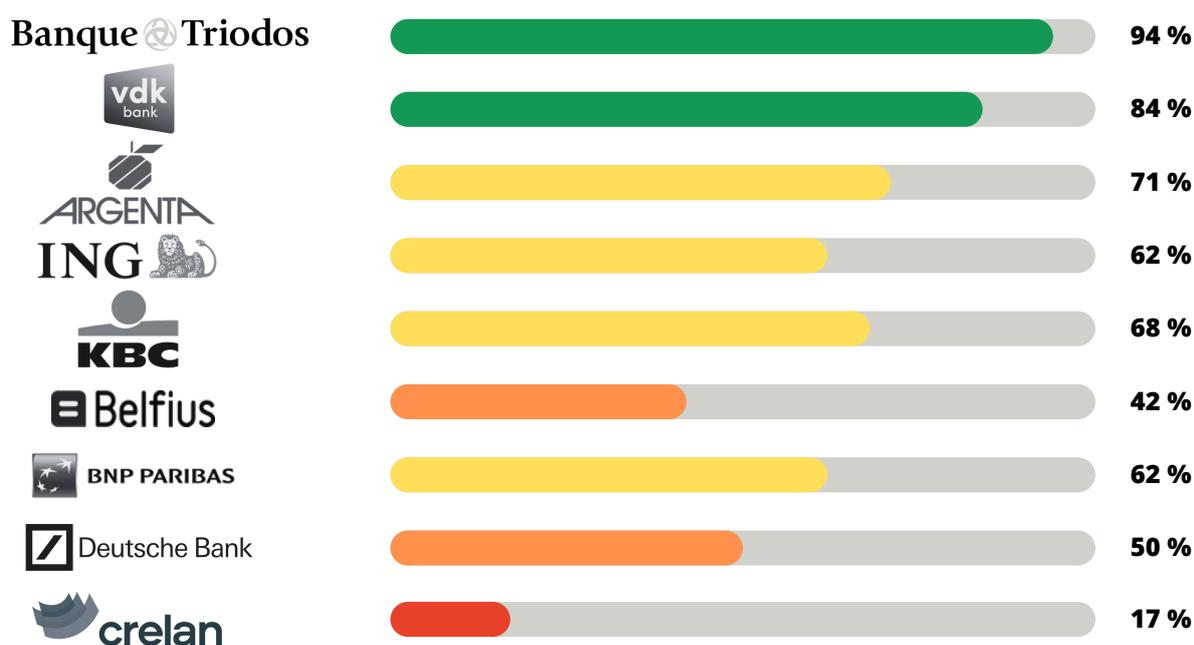
Les droits humains sont des droits auxquels chacun-e peut prétendre, quels que soient son origine, son statut, son âge, son sexe, sa religion ou ses préférences sexuelles. Par exemple, le droit à la vie privée, à l'éducation et à la liberté d'expression. Lorsque les banques soutiennent des entreprises impliquées dans des violations des droits humains, elles en sont en partie responsables. En exigeant des entreprises qu'elles aient une politique solide en matière de droits humains avant de leur accorder un prêt ou un investissement, les banques peuvent mieux évaluer si votre argent n'encourage pas ces violations.



# CLASSEMENT PAR THÈME

## DROITS DU TRAVAIL

Les travailleurs et travailleuses ont droit à un travail qui ne les rend pas malades, le droit d'adhérer à un syndicat et le droit à l'égalité de traitement indépendamment de leur origine, de leur sexe ou de leur religion. De nombreuses entreprises ne respectent pas les droits du travail. Leurs employé-e-s doivent travailler de nombreuses heures pour un faible salaire ou n'ont pas le droit de se syndiquer. Une bonne banque vérifie si une entreprise respecte les droits du travail avant de la financer.



# FAQ

## Pourquoi ma banque ne figure-t-elle pas dans le Scan des banques ?

L'analyse du Scan des banques prend beaucoup de temps, avec un travail supplémentaire pour chaque banque que nous incluons. Nous essayons à chaque mise à jour d'inclure une banque supplémentaire, mais nous privilégions les banques avec la plus grande part de marché ainsi que des acteurs qui s'engagent sur le plan environnemental et social. De cette manière, nous mettons en lumière la diversité du paysage bancaire belge. Nous n'incluons pas les acteurs financiers qui ne sont pas des banques ni les banques qui n'opèrent pas en Belgique.

## Comment les scores du Scan des banques sont-ils calculés ?

Les scores sont calculés sur la base d'une méthodologie que nous avons établie en collaboration avec Fair Finance International. Cette méthodologie nous permet de comparer les scores de différents pays. En outre, les scores sont également contrôlés par le cabinet d'études externe Profundo, qui vérifie si la méthodologie a été appliquée correctement.

Pour déterminer la note, nous examinons différents thèmes : par exemple, la biodiversité, les droits humains ou la corruption. Pour chaque thème, il existe une liste de conditions qui, selon nous, devraient figurer dans la politique d'une banque, telles que l'égalité des sexes, la lutte contre le changement climatique ou l'exclusion des armes. Si nous trouvons ces conditions dans leurs documents publics, la banque marque des points. Plus la politique de la banque est détaillée et plus le nombre de branches d'activité mises en place conformément aux conditions de durabilité est élevé, plus la banque obtient de points.

## Pourquoi FairFin et Financité font-elles le Scan des banques ?

Avec le Scan des banques, FairFin et Financité rendent le secteur financier et son impact plus transparents. En envoyant des lettres de réclamation ou en changeant de banque, vous pouvez, en tant que consommateur-riche et citoyen-ne, faire pression sur les banques.

Les banques attachent une grande importance à ce que les client-e-s pensent d'elles et à ce que nous faisons de notre argent. Cela contribue à déterminer la valeur de leurs actions et la quantité d'argent qu'elles peuvent investir et prêter. En sensibilisant les citoyen-ne-s à ce sujet, le Scan des banques leur fournit les outils nécessaires pour mieux s'exprimer sur les banques et leur rôle dans notre société.

La pression exercée par les consommateur-riche-s pour modifier les politiques des banques est un premier pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi nous nous adressons également au gouvernement pour qu'il introduise des lois qui criminalisent les investissements nuisibles et rendent obligatoires les investissements durables. De cette manière, nous approchons les banques par le bas et par le haut pour qu'elles agissent dans l'intérêt des personnes et de la planète.

## Sur quelles sources les notes sont-elles basées ?

Nous attribuons les scores du Scan des banques sur la base des politiques et des données trouvées dans les documents publics des banques. Nous pensons que seules les informations accessibles à tous devraient être utilisées. De cette manière, nous nous assurons que nos sources et l'analyse de ces sources peuvent toujours être vérifiées. Dans le même temps, nous encourageons les banques à être aussi transparentes que possible sur leurs politiques d'investissement.

## **Pourquoi ma banque a-t-elle une mauvaise note alors que j'entends dire qu'elle fait de bonnes choses ?**

Les banques aiment se vanter de tous les bons investissements qu'elles réalisent. L'écoblanchiment dans le monde bancaire est donc monnaie courante. Le Scan des banques dénonce ces pratiques d'écoblanchiment et donne une image plus précise des banques.

## **Pourquoi ma banque a-t-elle un score élevé alors que je sais qu'elle commet des erreurs ?**

Pour établir le Scan des banques, nous suivons une méthodologie établie au niveau international. Pour ce faire, nous examinons presque exclusivement la politique d'investissement d'une banque, c'est-à-dire les conditions que les banques s'imposent à elles-mêmes. Nous vérifions leur politique sur 10 thèmes, chacun d'entre eux contribuant à la note globale de la banque.

Une banque peut obtenir une mauvaise note sur un thème spécifique (par exemple l'égalité entre les hommes et les femmes) tout en ayant une note globale décente si ses politiques sur d'autres thèmes sont meilleures. Nous vous recommandons donc d'examiner les notes par thème, afin de vous faire une meilleure idée de ce que la banque considère comme important et de ce qui ne l'est pas. Parfois, le score de votre banque peut sembler en contradiction avec ce que vous avez pu lire dans les médias, car le Scan des banques s'intéresse exclusivement aux politiques des banques. Il arrive souvent que les banques ne respectent pas leur propre politique. Autant que possible, nous essayons d'inclure ces éléments dans le détail que chaque score. Nous vous encourageons donc à lire les commentaires rédigés à ce sujet.

## **Les banques sont-elles impliquées dans le Scan des banques ? Ont-elles leur mot à dire ?**

La mise à jour des scores se fait en plusieurs étapes. Tout d'abord, FairFin et Financité produisent de manière indépendante une première version des scores. Les scores sont déterminés par les conditions de durabilité de la méthodologie. Pour chaque condition, nous publions des sources détaillées et expliquons pourquoi ce score est attribué.

Les notes et les arguments correspondants sont ensuite transmis aux banques. Cela leur donne l'occasion de se défendre. Elles peuvent publier des documents politiques qui n'étaient pas encore publics ou transmettre des données que nous avons oubliées. Ces contre-arguments sont traités par nos soins et une deuxième version des scores est produite.

Nous envoyons cette deuxième version au cabinet d'études externe Profundo, qui vérifie que nous avons bien fait notre travail et appliqué la méthodologie correctement. Après leur approbation, nous publions les résultats finaux.

Après la publication, nous proposons aux banques de discuter de notre analyse, de nos résultats et de la manière dont elles peuvent les améliorer.

## **Existe-t-il également un Scan des banques sur les assurances et les fonds de pension ?**

Le Scan des banques s'intéresse uniquement aux politiques mises en place par les banques. Si vous souhaitez plus d'informations sur les fonds d'investissements, Financité publie chaque année son rapport sur l'investissement socialement responsable où nous étudions la composition des fonds dits « durables » et leur attribuons une note.

## Qui finance le Scan des banques ?

FairFin réalise entièrement avec ses propres ressources la recherche et l'analyse pour calculer, expliquer et suivre les scores du Scan des banques en Belgique. Financité collabore également de manière indépendante. La méthodologie que nous utilisons pour ces scores a été élaborée en collaboration avec la coalition Fair Finance International. Ils sont financés par Sida, l'agence suédoise de coopération au développement.